

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**  
Suivi de la conjoncture monétaire  
et financière  
**POLYNESIE FRANCAISE**  
N° 121 – 1er Trimestre 2005

# Sommaire

---

	<b>Page</b>
Synthèse	3
<b>1. L'évolution monétaire et financière</b>	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	5
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	7
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	15
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	19
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	23
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	27
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	27
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	28
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	29
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	29
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	31
<b>2. Rappels des taux</b>	
2.1 Taux administrés	33
2.1.1 Taux d'intérêt légal	33
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	33
2.2 Taux du marché	33
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	33
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	34
2.3 Taux de l'usure	34
2.3.1 Crédits aux particuliers	34
2.3.2 Crédits aux entreprises	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	35
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	35
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	36
<b>3. Autres activités de l'IEOM</b>	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	39
3.1.1 L'émission de billets CFP	39
3.1.2 L'émission de pièces CFP	40
3.2 Les systèmes d'échanges	41
3.3 Le refinancement	42

**Remarque liminaire**

*L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).*

# Synthèse

---

En 2004, l'économie mondiale a connu une forte croissance, près de 5 % après 4 % en 2003, marquée par un renchérissement des matières premières, dont le pétrole, un affaiblissement du dollar américain face à la plupart des monnaies (-30 % face à l'euro en deux ans), une poursuite de la hausse des indices boursiers (+9 % pour l'Euro Stoxx 50) et un relèvement progressif des taux de la FED, alors que ceux de la BCE observaient un statut quo, dans un contexte de taux longs mondiaux demeurés bas.

En Polynésie française, l'activité des établissements de crédit s'est ralentie en 2004, à l'instar de la consommation des ménages et de l'investissement, dans un climat d'instabilité politique. Dans la continuité des trimestres précédents, la croissance des actifs financiers s'est poursuivie sur un rythme de croissance cependant moindre qu'à la même période en 2003. Son taux de progression annuelle était de 3,9 % au 31 décembre 2004 contre +9 % fin décembre 2003. Cette évolution correspond à un supplément d'encours de 14,5 milliards de F CFP sur un an (+30,5 milliards entre 2002 et 2003).

L'épargne des particuliers a progressé de 3,6 % en 2004 après +9,9 % en 2003, pour un encours à fin décembre 2004 de 237,5 milliards de F CFP (+8,3 milliards). L'encours des sociétés financières s'est en revanche replié de 3 % sur l'année, à 81,7 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, de même que celui des entrepreneurs individuels (-2,8 % à 24,3 milliards). La plus grande variation provient des autres agents résidents (essentiellement les administrations publiques locales) dont l'encours a atteint 31,5 milliards de F CFP, soit une hausse annuelle de 30,8 %.

Sur l'année, la croissance des actifs financiers a été variable selon ses composantes. L'épargne à long terme a connu une hausse significative (+24,9 %) portée par l'engouement des agents économiques pour les produits d'assurance-vie (+16,2 %) et les OPCVM non monétaires (+40,5 %). Les dépôts à vue, quant à eux, ont enregistré une faible progression de leur encours comparativement aux années précédentes (+1,8 % en 2004 contre +12,3 % en 2003 et +4,2 % en 2002) en raison de mouvements de fonds liés aux opérations en défiscalisation nettement moins importants en fin d'année 2004 et qui avaient tendance à augmenter « artificiellement » le montant de ce type de dépôts les années antérieures. En revanche, l'encours des autres placements liquides a reculé sur les douze derniers mois (-1,7 % à 189,8 milliards de F CFP à fin décembre 2004) en raison de la désaffection pour les dépôts à terme (-6,2 %) et du moindre attrait des comptes sur livret (+3,5 % en 2004 contre +38,6 % en 2003).

L'ensemble des crédits mis en place en faveur des agents économiques polynésiens par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone d'émission a représenté 433,4 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, en hausse de 6,7 % en glissement annuel (+8,4 % en 2003).

Avec 44,1 % des concours bancaires octroyés pour un encours de 191,3 milliards de F CFP (+6,7 % sur l'année), les particuliers demeurent les premiers débiteurs des établissements de crédit. L'effort d'investissement des ménages s'est poursuivi, comme en témoigne l'accroissement des crédits à l'habitat de 5,4 % sur l'année, toutefois inférieur au rythme enregistré en 2003 (+9,2 %). En outre, l'encours des crédits à la consommation a connu une hausse de 6,7 % sur l'année.

L'encours des crédits accordés aux entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) s'est inscrit en hausse de 3,6 % sur les douze derniers mois, sous l'effet de l'augmentation de leurs crédits de trésorerie de 8,7 %.

Par ailleurs, la demande de crédit émanant des administrations publiques locales s'est accélérée, enregistrant une progression de 8,7 % sur l'année, à la faveur de crédits d'équipement s'élevant à 58,1 milliards de F CFP en décembre 2004 (+8,1 % sur l'année).

La qualité du portefeuille des établissements de crédit polynésiens s'est dégradée. Ainsi, l'encours des comptes ordinaires débiteurs détenus par les banques de la place, ainsi que les créances douteuses nettes, se sont inscrits en progression, respectivement de 6,4 % et de 18,2 % en l'espace d'un an. La situation financière des ménages s'est particulièrement détériorée comme le montre l'encours des créances douteuses nettes en augmentation de 75,9 %. Par ailleurs, le taux de créances douteuses brutes a progressé de 0,3 point sur la période (4,3 % à fin décembre 2004) et le taux de provisionnement des banques s'est réduit de 1,2 point, à 62,6 %.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

### 1.1.1 Ensemble des actifs financiers

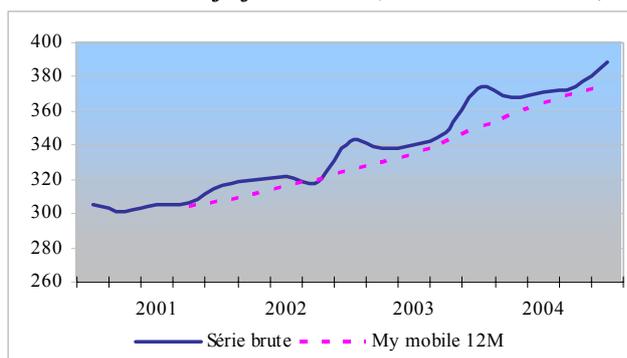
#### Commentaires :

L'épargne en Polynésie française a vu son rythme de croissance en 2004 décroître par rapport à 2003. Le montant des actifs financiers (dépôts + épargne) s'est élevé à 388,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, contre 374 milliards de F CFP à la même date un an plus tôt, soit une progression de 3,9 % (+9 % en 2003).

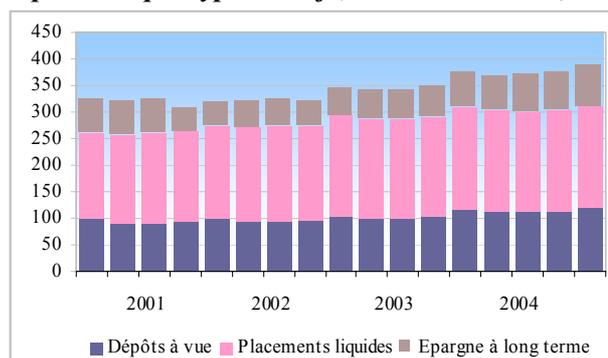
Les composantes de cette épargne ont connu des évolutions contrastées. Ainsi, les dépôts à vue n'ont enregistré qu'une faible progression de 1,8 % en glissement annuel comparativement aux années précédentes, alors que les placements liquides ont connu une évolution négative (-1,7 % contre +6,8 % en 2003), leur part dans le total des actifs se réduisant de 3 points, à 48,6 %, au profit des produits d'épargne à long terme. Ces derniers, en revanche, ont poursuivi leur progression avec un encours en hausse de 24,9 % sur l'année.

	Montants en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	déc-03	juin-04	déc-04
<b>Actifs financiers.....</b>	<b>373 709</b>	<b>367 925</b>	<b>370 664</b>	<b>373 980</b>	<b>388 225</b>	<b>9,0%</b>	<b>8,7%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Dépôts à vue.....</b>	<b>117 790</b>	<b>112 145</b>	<b>113 093</b>	<b>112 309</b>	<b>119 860</b>	<b>6,3%</b>	<b>11,5%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Placements liquides.....</b>	<b>193 008</b>	<b>189 712</b>	<b>186 404</b>	<b>189 625</b>	<b>189 791</b>	<b>6,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>-1,7%</b>
Comptes sur livret.....	78 568	79 593	79 599	82 297	81 284	38,6%	26,1%	3,5%
Cptes d'épargne logement.	215	234	220	230	246	65,7%	33,9%	14,4%
Dépôts à terme.....	76 786	72 046	66 609	67 612	72 052	-16,7%	-17,3%	-6,2%
OPCVM monétaires.....	15 455	15 154	15 078	15 421	12 110	49,2%	7,9%	-21,6%
Divers.....	21 984	22 685	24 898	24 065	24 099	6,9%	4,4%	9,6%
<b>Epargne à long terme....</b>	<b>62 912</b>	<b>66 068</b>	<b>71 168</b>	<b>72 046</b>	<b>78 574</b>	<b>22,7%</b>	<b>27,9%</b>	<b>24,9%</b>
Actions - obligations.....	5 821	5 863	5 711	5 596	5 762	11,1%	6,5%	-1,0%
OPCVM non monétaires..	21 857	23 783	26 559	26 357	30 717	9,2%	22,3%	40,5%
Plans d'épargne logement	7 297	7 900	8 414	8 853	9 633	71,4%	41,4%	32,0%
Assurance-vie .....	27 936	28 521	30 484	31 240	32 462	29,2%	35,0%	16,2%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

### Commentaires :

Au 31 décembre 2004, l'encours des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte s'est élevé à 307,2 milliards de F CFP, soit un taux de croissance annuel de 1,5 % (contre +6,4 % en 2003). Les principaux organismes de collecte restent les établissements de crédit avec 98 % du total des dépôts recensés.

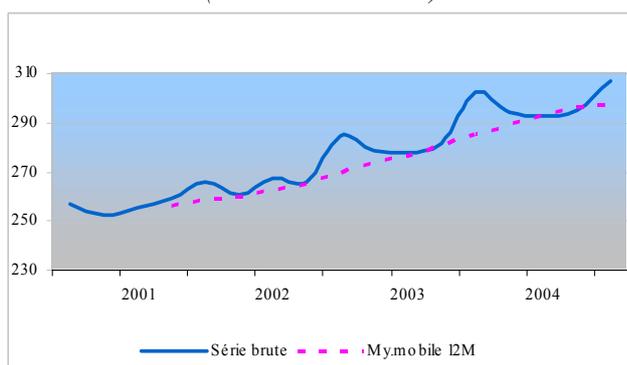
#### *Les dépôts à vue*

L'encours des dépôts à vue s'est établi à 119,9 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, son rythme de croissance se réduisant à +1,8 % en glissement annuel. Cette évolution s'explique notamment par un recours moindre aux dispositifs de défiscalisation en 2004, qui avait tendance les années passées à augmenter provisoirement l'encours des dépôts à vue sur le seul mois de décembre.

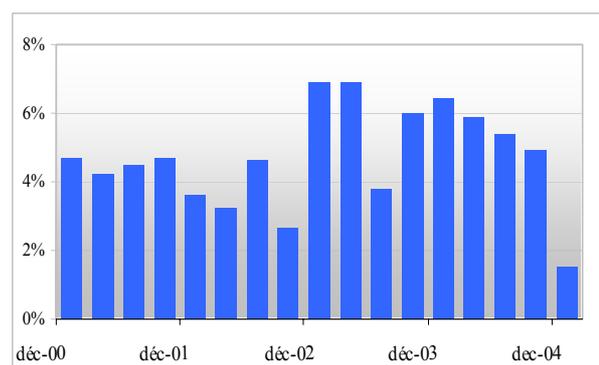
#### *Les placements liquides*

Les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme) ont enregistré un repli de 1,7 % de leur encours par rapport à décembre 2003. La baisse de la rémunération des comptes sur livret en octobre a probablement pesé sur le choix des polynésiens quant à ce type de placement (+3,5 % en décembre 2004 contre +33,3 % un an plus tôt). La faiblesse du niveau des taux d'intérêts aux conditions du marché a également pénalisé les dépôts à termes dont l'encours s'est de nouveau rétracté, de 6,2 % en rythme annuel, à 72, milliards de F CFP. Enfin, les bons de caisse, certificats de dépôts et plans d'épargne logement ont connu une évolution plus favorable, avec respectivement +13,7 %, +3,1 % et 32 %.

**Dépôts collectés par les EC locaux**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**

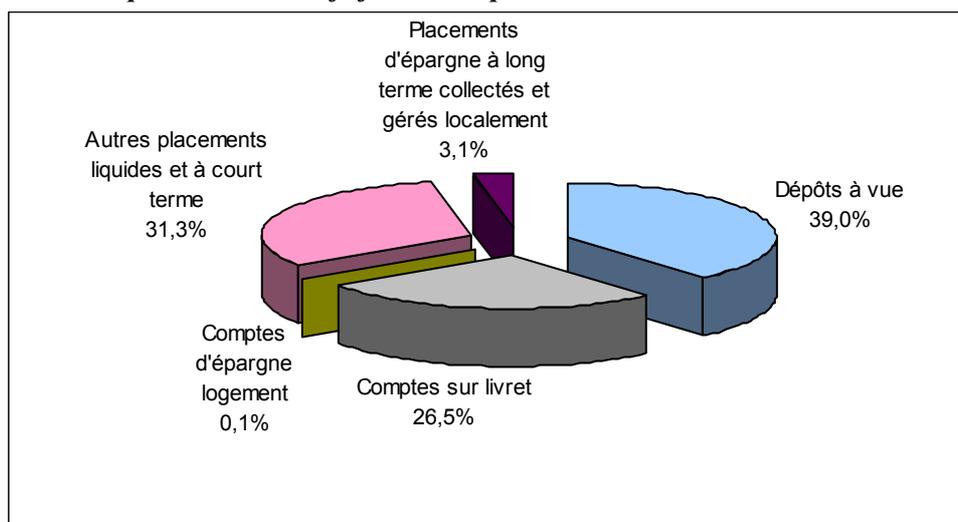


# 1. L'évolution monétaire et financière

## Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	Variations en glissement annuel à fin		
						déc-03	juin-04	déc-04
<b>Dépôts à vue</b>	<b>117 790</b>	<b>112 145</b>	<b>113 093</b>	<b>112 309</b>	<b>119 860</b>	<b>12,3%</b>	<b>13,4%</b>	<b>1,8%</b>
dont banques locales	111 710	105 010	107 066	106 126	113 743	12,4%	13,9%	1,8%
<b>Comptes sur livret</b>	<b>78 568</b>	<b>79 593</b>	<b>79 599</b>	<b>82 297</b>	<b>81 284</b>	<b>33,3%</b>	<b>13,8%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Comptes d'épargne logement</b>	<b>215</b>	<b>234</b>	<b>220</b>	<b>230</b>	<b>246</b>	<b>45,4%</b>	<b>17,3%</b>	<b>14,4%</b>
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>98 770</b>	<b>94 731</b>	<b>91 507</b>	<b>91 677</b>	<b>96 151</b>	<b>-14,5%</b>	<b>-10,0%</b>	<b>-2,7%</b>
Dépôts à terme	76 786	72 046	66 609	67 612	72 052	-14,5%	-17,3%	-6,2%
Bons de caisse	13 464	14 068	15 903	13 990	15 315	-4,5%	29,1%	13,7%
Certificats de dépôts	8 520	8 617	8 995	10 075	8 784	-27,1%	1,5%	3,1%
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>295 342</b>	<b>286 703</b>	<b>284 419</b>	<b>286 513</b>	<b>297 541</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,7%</b>
dont banques locales	289 263	279 567	278 393	280 330	291 424	2,0%	3,6%	0,7%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>7 297</b>	<b>7 900</b>	<b>8 414</b>	<b>8 853</b>	<b>9 633</b>	<b>53,0%</b>	<b>36,0%</b>	<b>32,0%</b>
Plans d'épargne logement	7 297	7 900	8 414	8 853	9 633	53,0%	36,0%	32,0%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>302 640</b>	<b>294 603</b>	<b>292 833</b>	<b>295 366</b>	<b>307 174</b>	<b>6,4%</b>	<b>5,4%</b>	<b>1,5%</b>
dont banques locales	296 560	287 467	286 807	289 183	301 057	6,3%	5,4%	1,5%

### Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2004



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

### Commentaires :

La croissance de l'épargne collectée localement pour le compte d'institutions extérieures a été moins nette qu'en 2003, l'encours global a progressé de 14 % sur l'année, pour atteindre 81,1 milliards de F CFP (+22,3 % en 2003). Cette épargne représente 20,9 % de l'ensemble des actifs financiers recensés par l'IEOM.

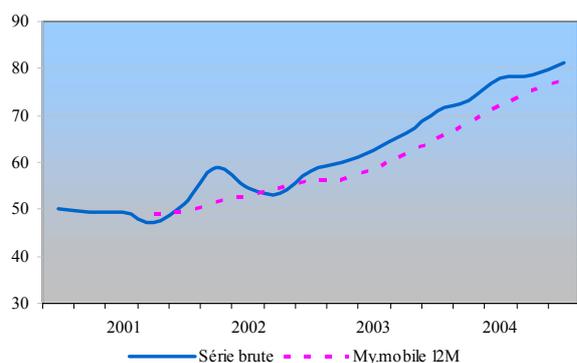
#### Placements liquides et à court terme

La meilleure orientation des marchés spéculatifs en 2004 et des taux d'intérêts bas se sont traduits par un report sur des produits plus risqués, les OPCVM monétaires se sont donc repliés de 21,6 %, à 12,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2004.

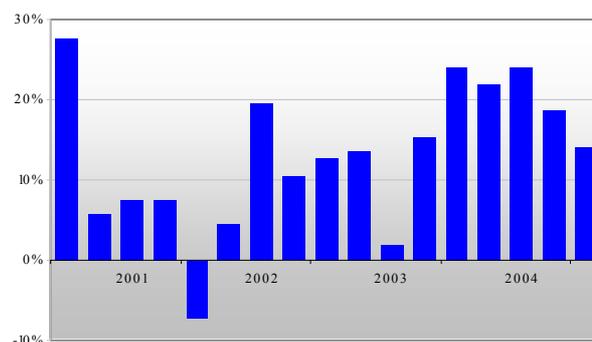
#### Placements d'épargne à long terme

Face à une performance modérée des marchés boursiers en 2004, l'exposition des agents économiques polynésiens au risque a crû, mais à un rythme moindre qu'en 2003. Ainsi l'encours des actions a augmenté de 6,9 % sur la période et celui des OPCVM non monétaires de 40,5 %. En revanche, celui des obligation est resté sur une tendance négative, -6,5 % à fin décembre 2004 après -7,3 % un an plus tôt. Enfin, l'encours de l'assurance-vie a connu un taux de croissance élevé mais en repli en glissement annuel (+16,2 % contre +40,9 % en 2003) représentant 32,5 milliards de F CFP. On rappellera que n'est pas inclus dans ce dernier l'épargne collectée par les compagnies d'assurance de la place.

**Epargne gérée par les EC HZE**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**

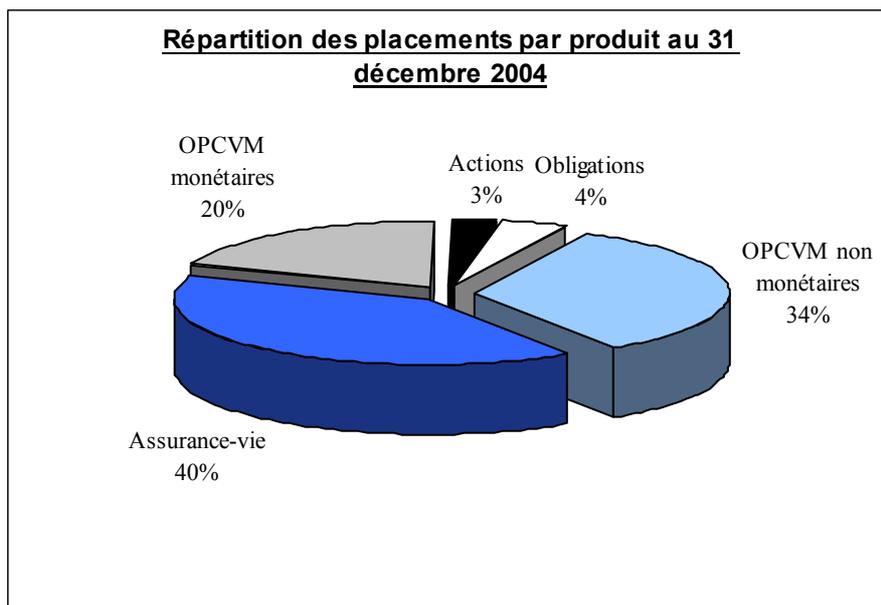


# 1. L'évolution monétaire et financière

## Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

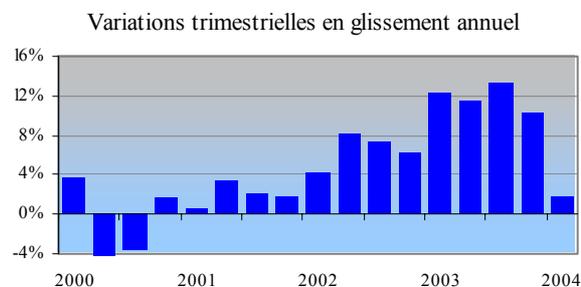
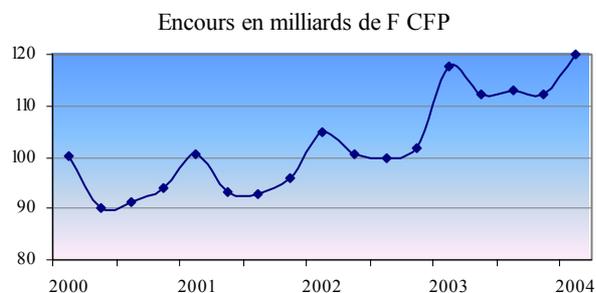
	Montants en millions de F CFP au					Variations en gliss. annuel à fin		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	30/12/2004	déc-03	juin-04	déc-04
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>15 455</b>	<b>15 154</b>	<b>15 078</b>	<b>15 421</b>	<b>12 110</b>	<b>11,7%</b>	<b>5,1%</b>	<b>-21,6%</b>
OPCVM monétaires	15 455	15 154	15 078	15 421	12 110	11,7%	5,1%	-21,6%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>55 614</b>	<b>58 168</b>	<b>62 754</b>	<b>63 193</b>	<b>68 941</b>	<b>25,6%</b>	<b>29,7%</b>	<b>24,0%</b>
Actions	2 407	2 435	2 402	2 297	2 571	26,4%	13,3%	6,8%
Obligations	3 414	3 428	3 310	3 299	3 191	-7,3%	-11,9%	-6,5%
OPCVM non monétaires	21 857	23 783	26 559	26 357	30 717	15,8%	35,2%	40,5%
Assurances-vie	27 936	28 521	30 484	31 240	32 462	40,9%	33,3%	16,2%
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>71 069</b>	<b>73 322</b>	<b>77 831</b>	<b>78 614</b>	<b>81 051</b>	<b>22,3%</b>	<b>24,1%</b>	<b>14,0%</b>

### Répartition des placements par produit au 31 décembre 2004

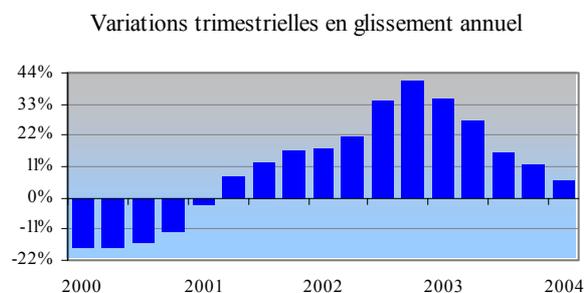
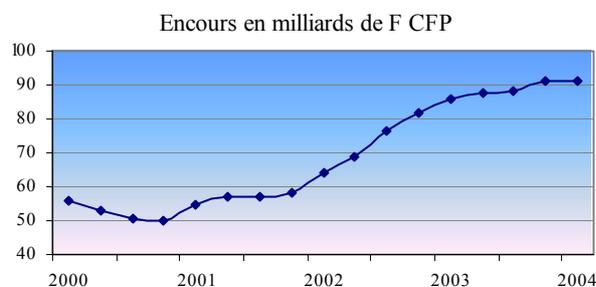


## L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

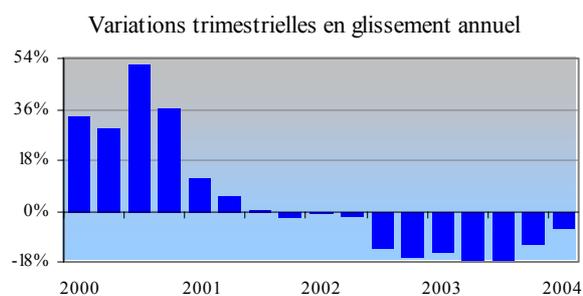
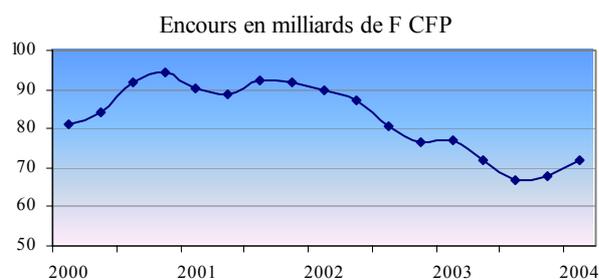
### Dépôts à vue



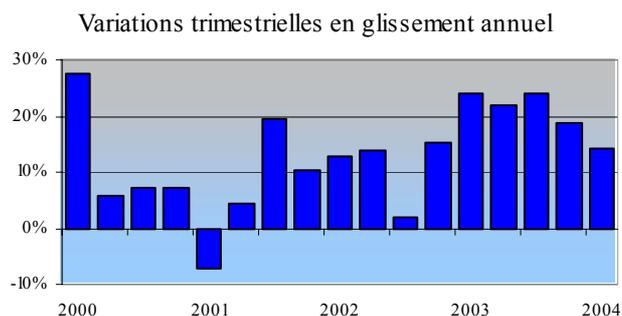
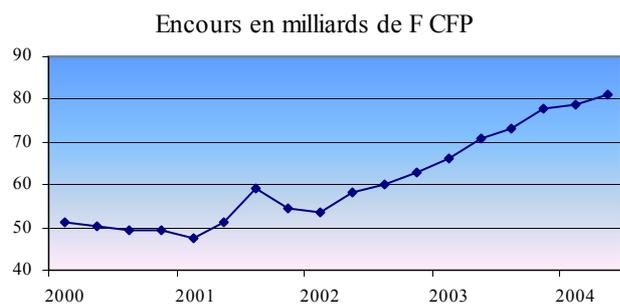
### Comptes d'épargne à régime spécial



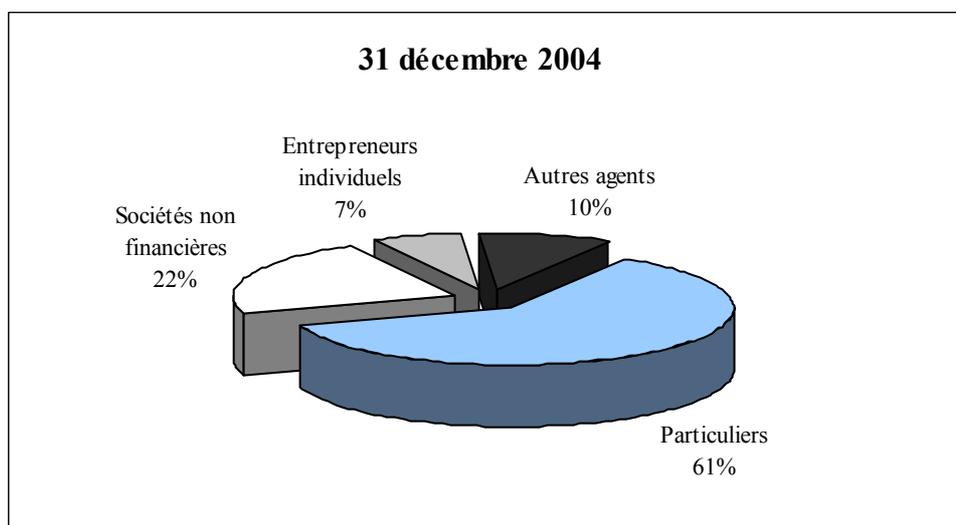
### Comptes créditeurs à terme



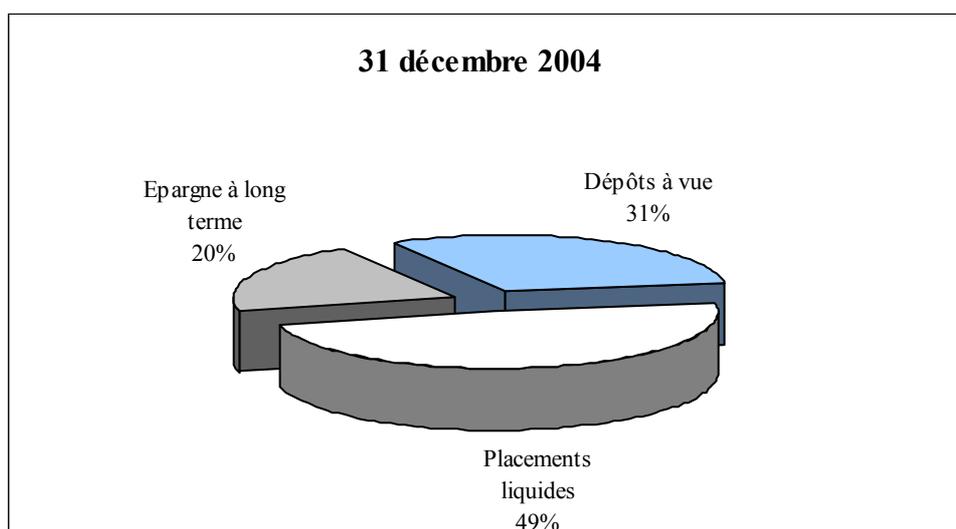
### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



## REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENT ECONOMIQUE



## REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE DE PRODUITS



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.4 Actifs financiers par agent économique

### DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	31/12/03	Parts	30/06/04	Parts	31/12/04	Parts	déc-03	juin-04	déc-04
<b>Dépôts à vue</b>	<b>117 790</b>		<b>113 093</b>		<b>119 860</b>		<b>12,3%</b>	<b>13,4%</b>	<b>1,8%</b>
Sociétés non financières	49 369	42%	42 229	37%	48 470	40%	17,1%	19,8%	- 1,8%
Entrepreneurs individuels	11 747	10%	11 287	10%	12 851	11%	16,6%	4,7%	9,4%
Particuliers	46 266	39%	50 611	45%	48 357	40%	6,3%	11,9%	4,5%
Autres agents résidents	9 373	8%	7 254	6%	7 765	6%	16,9%	- 0,2%	-17,2%
Non résidents	1 036	1%	1 712	2%	2 416	2%	- 5,4%	43,9%	133,3%
<b>Autres dépôts</b>	<b>169 033</b>		<b>162 331</b>		<b>168 898</b>		<b>0,8%</b>	<b>- 4,1%</b>	<b>- 0,1%</b>
Sociétés non financières	27 992	17%	27 372	17%	30 273	18%	31,7%	16,1%	8,1%
Entrepreneurs individuels	11 528	7%	10 598	7%	10 569	6%	-10,9%	- 9,3%	- 8,3%
Particuliers	123 868	73%	118 899	73%	122 635	73%	- 2,4%	- 7,0%	- 1,0%
Autres agents résidents	4 417	3%	4 187	3%	3 907	2%	-13,5%	- 7,7%	-11,5%
Non résidents	1 228	1%	1 276	1%	1 514	1%	-23,1%	-18,3%	23,3%
<b>Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)</b>	<b>286 823</b>		<b>275 424</b>		<b>288 758</b>		<b>5,2%</b>	<b>2,4%</b>	<b>0,7%</b>
Sociétés non financières	77 361	27%	69 601	25%	78 743	27%	22,0%	18,3%	1,8%
Entrepreneurs individuels	23 275	8%	21 885	8%	23 420	8%	2,1%	- 1,2%	0,6%
Particuliers	170 134	59%	169 510	62%	170 992	59%	2,6%	1,4%	0,5%
Autres agents résidents	13 790	5%	11 441	4%	11 672	4%	5,1%	- 3,1%	-15,4%
Non résidents	2 263	1%	2 988	1%	3 930	1%	-15,9%	8,6%	73,7%
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	<b>8 520</b>		<b>8 995</b>		<b>8 784</b>		<b>-27,1%</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>7 297</b>		<b>8 414</b>		<b>9 633</b>		<b>53,0%</b>	<b>35,9%</b>	<b>32,0%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	337	5%	410	5%	432	4%	41,3%	32,5%	28,2%
Particuliers	6 960	95%	8 004	95%	9 200	96%	53,6%	36,1%	32,2%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>302 639</b>		<b>292 833</b>		<b>307 175</b>		<b>6,4%</b>	<b>2,4%</b>	<b>1,5%</b>

### ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	31/12/03	Parts	30/06/04	Parts	31/12/04	Parts	déc-03	juin-04	déc-04
<b>Total</b>	<b>71 069</b>		<b>77 832</b>		<b>81 051</b>		<b>22,3%</b>	<b>24,1%</b>	<b>14,0%</b>
Sociétés non financières	6 882	10%	3 697	5%	2 952	4%	27,0%	-37,9%	-57,1%
Entrepreneurs individuels	1 782	3%	773	1%	929	1%	699,2%	237,9%	-47,9%
Particuliers	52 112	73%	57 675	74%	57 337	71%	21,8%	22,9%	10,0%
Autres agents résidents	10 293	14%	15 687	20%	19 833	24%	6,2%	63,1%	92,7%

### Commentaires :

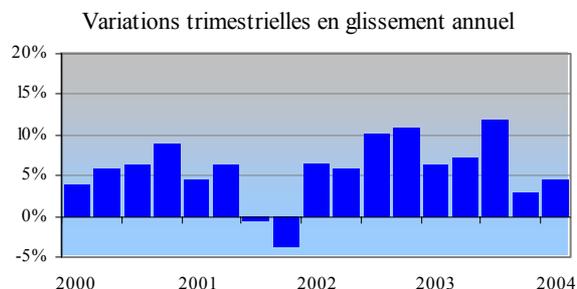
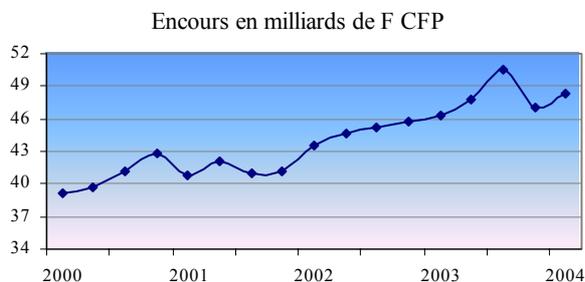
En 2004, les particuliers sont demeurés les déposants les plus importants en termes d'encours, concentrant 60,4 % du total des dépôts auprès des banques de la place et 71 % de l'épargne locale gérée par des institutions situées hors zone d'émission. Néanmoins, avec un encours de 180,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, les premiers ont régressé de 2,1% en rythme annuel (184,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2003) alors que les seconds se sont accrus de 10 % (57,3 milliards de F CFP contre 52,1).

Les sociétés non financières ont représenté 27 % des dépôts auprès des établissements de crédit locaux, en légère progression de 1,8 % sur l'année (+ 1,4 milliard de F CFP en un an), et 4 % de l'épargne collectée par les institutions extérieures contre 10 % en 2003 (2,9 milliards de F CFP contre 6,9).

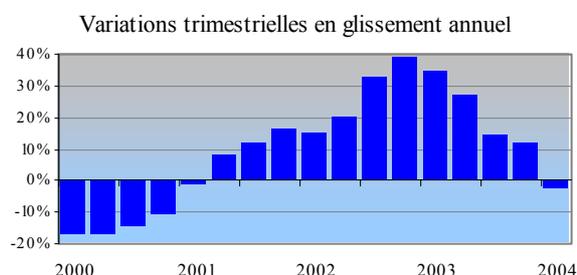
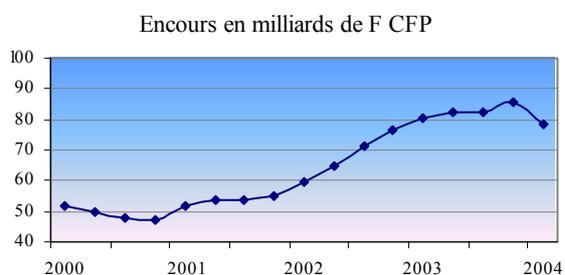
Le reste des agents, entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques, à la même époque, ne comptaient que pour 15,4 % du total des dépôts dans les établissements de crédit polynésiens et hors zone d'émission.

## LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

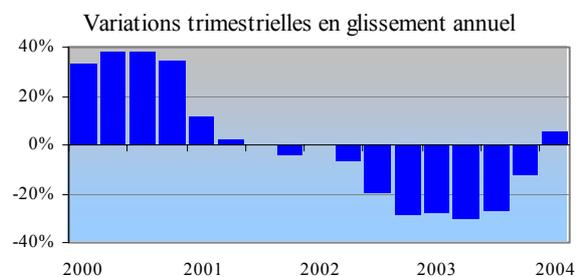
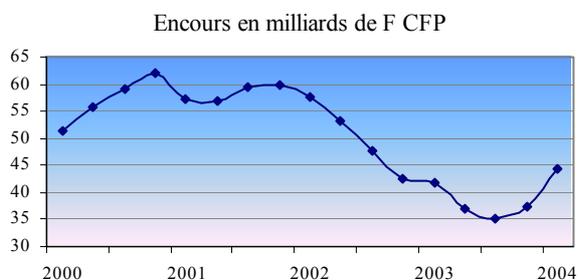
### Dépôts à vue



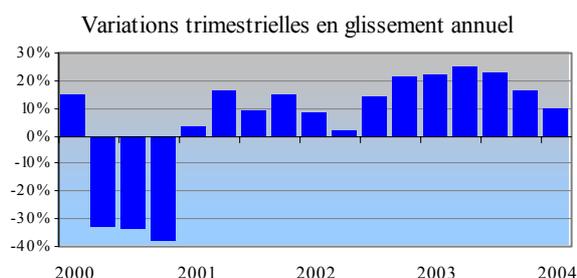
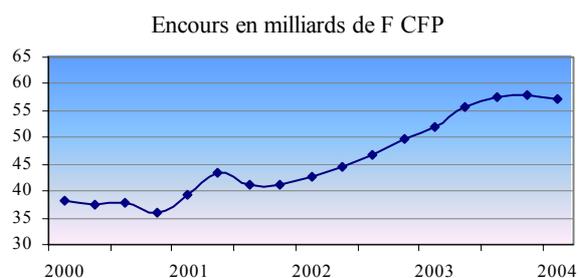
### Comptes d'épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme

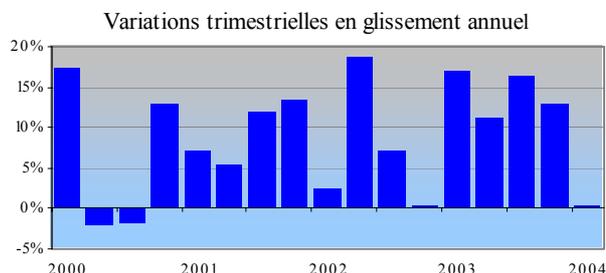
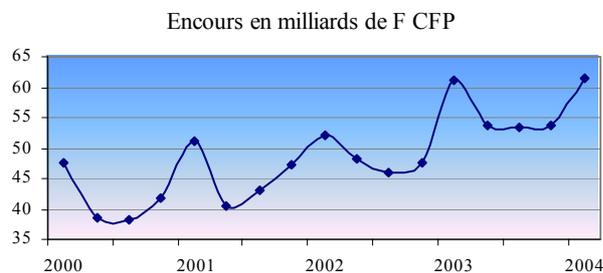


### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

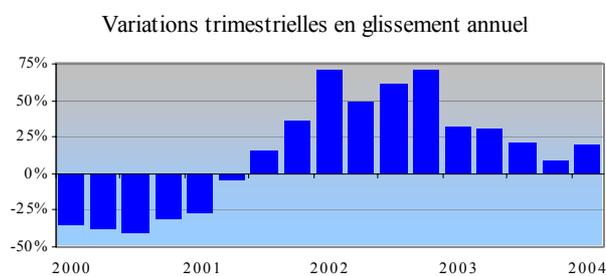
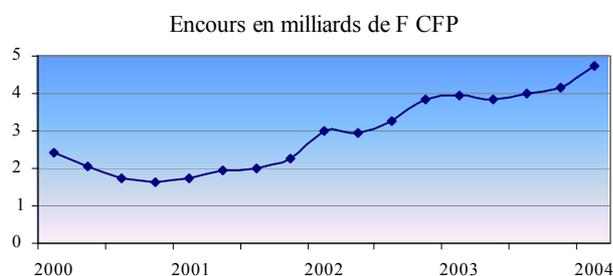


## LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

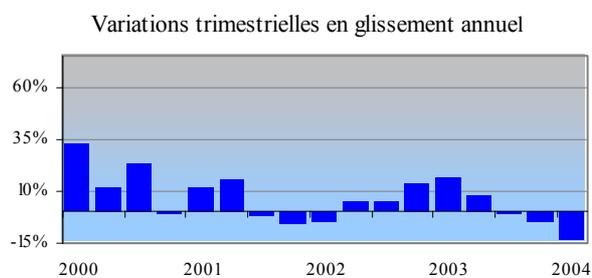
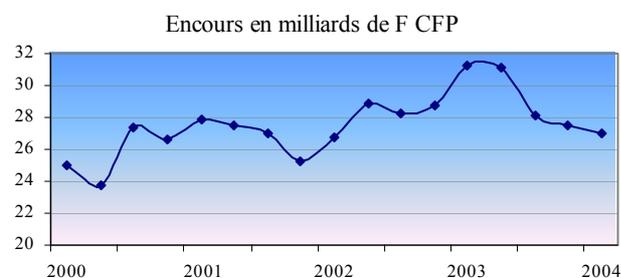
### Dépôts à vue



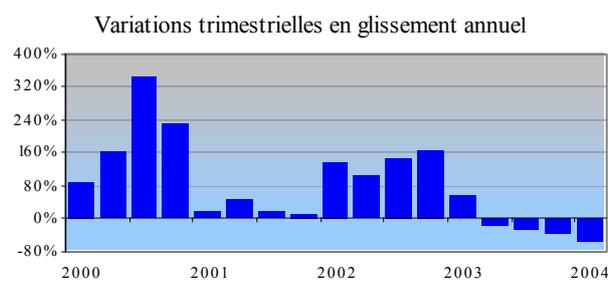
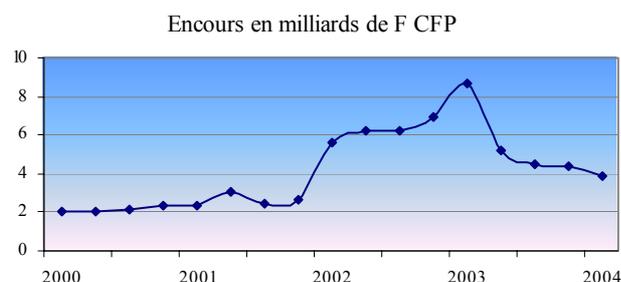
### Comptes d'épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme



### Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures





# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

#### Commentaires :

L'encours global des concours de caractère bancaire octroyés en Polynésie française s'est élevé à 433,4 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, en progression de 6,7 % en glissement annuel. Celui-ci est principalement réparti entre les crédits à l'habitat (28,1 % de l'encours global), à l'équipement (26 %) et de trésorerie (25,3 %).

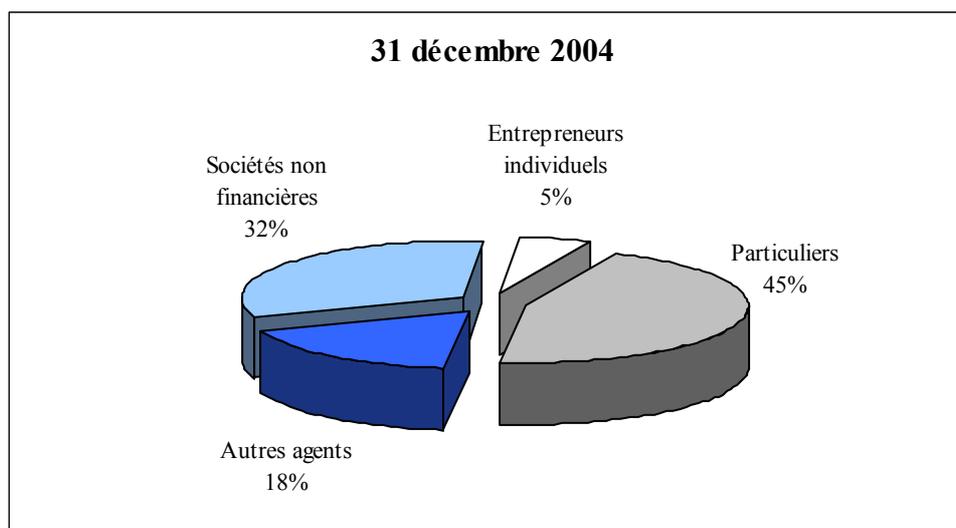
L'encours des crédits à l'habitat a connu une croissance annuelle de 6,9 % à 121,7 milliards de F CFP à fin décembre 2004, dont 87 % concernent les établissements installés localement (part stable sur l'année).

Les crédits à l'équipement ont atteint pour leur part 112,6 milliards de F CFP (+3,3 % sur l'année après +0,5 % en 2003), dont 59,2 milliards de F CFP (52,6 % de l'encours) proviennent des établissements situés hors de la zone d'émission.

Troisième poste en termes de volume, les crédits de trésorerie se sont établis à 109,8 milliards de F CFP à fin décembre 2004. Ils ont suivi une orientation haussière en affichant + 8 % en glissement annuel, mais moindre qu'en 2003 (+13,5 %), en raison notamment d'un ralentissement de la consommation des ménages.

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques montre une dégradation de leur situation financière, comparativement à 2003. Ainsi, les comptes ordinaires débiteurs ont progressé de 6,4 % sur l'année et les créances douteuses nettes de 18,2 %. Le taux de créances douteuses brutes s'est élevé à 4,3 %, en progression de 0,3 point.

#### Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place



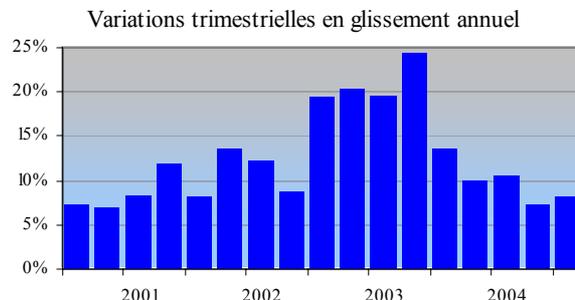
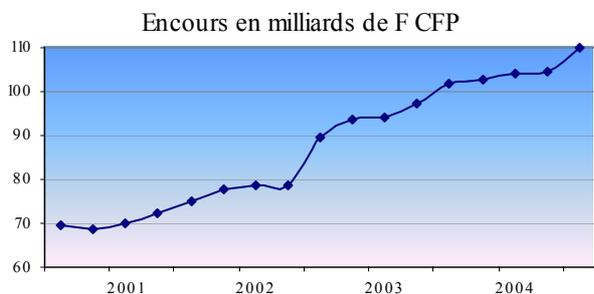
# 1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
(toutes zones d'émission confondues)											
Montants en millions de F CFP	Montants en millions de F CFP					Variations annuelles en %			Parts en %		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 513</b>	<b>3 039</b>	<b>3 399</b>	<b>3 873</b>	<b>3 109</b>	<b>32,6%</b>	<b>- 7,9%</b>	<b>-11,5%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,7%</b>
Sociétés non financières	3 171	2 836	3 146	3 680	2 971	37,1%	- 8,2%	- 6,3%	0,8%	0,8%	0,7%
Entrepreneurs individuels	338	201	250	187	134	0,7%	- 5,6%	-60,3%	0,1%	0,1%	0,0%
Particuliers	0	0	0	0	0						
Autres agents résidents	0	0	0	0	0						
Non résidents	4	2	3	6	4						0,1%
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>101 669</b>	<b>102 763</b>	<b>104 055</b>	<b>104 437</b>	<b>109 807</b>	<b>13,5%</b>	<b>10,6%</b>	<b>8,0%</b>	<b>25,0%</b>	<b>25,2%</b>	<b>25,3%</b>
Sociétés non financières	29 199	29 857	29 739	28 865	31 892	13,6%	8,3%	9,2%	7,2%	7,2%	7,4%
Entrepreneurs individuels	4 712	5 017	5 074	4 888	4 961	3,2%	6,0%	5,3%	1,2%	1,2%	1,1%
Particuliers	65 772	65 709	66 534	67 926	70 164	13,2%	9,6%	6,7%	16,2%	16,1%	16,2%
Autres agents résidents	1 960	2 159	2 673	2 722	2 751	67,3%	138,2%	40,4%	0,5%	0,6%	0,6%
Non résidents	26	21	35	36	39	-	50,0%	0,0%	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>109 011</b>	<b>107 875</b>	<b>107 815</b>	<b>107 769</b>	<b>112 646</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,6%</b>	<b>3,3%</b>	<b>26,8%</b>	<b>26,1%</b>	<b>26,0%</b>
Sociétés non financières	49 894	48 013	44 620	44 116	47 518	3,0%	- 1,0%	- 4,8%	12,3%	10,8%	11,0%
Entrepreneurs individuels	5 377	5 494	5 263	5 180	5 142	- 6,3%	- 2,3%	- 4,4%	1,3%	1,3%	1,2%
Particuliers	0	0	0	0	0						
Autres agents résidents	53 741	54 368	55 751	56 481	58 076	6,7%	0,2%	8,1%	13,2%	13,5%	13,4%
Non résidents	0	0	2 181	1 992	1 910						3,6%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>113 845</b>	<b>115 486</b>	<b>117 444</b>	<b>120 142</b>	<b>121 725</b>	<b>9,5%</b>	<b>9,6%</b>	<b>6,9%</b>	<b>28,0%</b>	<b>28,4%</b>	<b>28,1%</b>
Sociétés non financières	8 088	8 674	9 048	9 609	10 557	17,3%	42,6%	30,5%	2,0%	2,2%	2,4%
Entrepreneurs individuels	4 466	4 503	4 606	4 764	4 882	15,9%	12,6%	9,3%	1,1%	1,1%	1,1%
Particuliers	100 490	101 522	102 875	104 767	105 931	9,2%	7,2%	5,4%	24,7%	24,9%	24,4%
Autres agents résidents	685	677	723	756	99	240,5%	- 1,8%	-85,6%	0,2%	0,2%	0,0%
Non résidents	115	111	192	246	256				0,0%	0,0%	0,2%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>21 733</b>	<b>19 868</b>	<b>19 738</b>	<b>19 896</b>	<b>23 126</b>	<b>6,1%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,4%</b>	<b>5,4%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,3%</b>
Sociétés non financières	14 881	13 673	13 531	13 326	17 601	- 0,1%	0,7%	18,3%	3,7%	3,3%	4,1%
Entrepreneurs individuels	1 608	1 645	1 405	1 295	1 289	- 5,8%	-20,9%	-19,8%	0,4%	0,3%	0,3%
Particuliers	3 784	3 534	3 316	3 336	2 447	16,2%	- 2,2%	-35,3%	0,9%	0,8%	0,6%
Autres agents résidents	1 040	1 009	1 002	1 486	1 388	68,7%	79,4%	33,5%	0,3%	0,2%	0,3%
Non résidents	420	7	485	453	401						1,7%
<b>Autres crédits</b>	<b>35 455</b>	<b>35 482</b>	<b>38 459</b>	<b>39 161</b>	<b>39 185</b>	<b>12,7%</b>	<b>21,9%</b>	<b>10,5%</b>	<b>8,7%</b>	<b>9,3%</b>	<b>9,0%</b>
Sociétés non financières	22 397	21 963	23 176	23 553	22 462	20,8%	28,8%	0,3%	5,5%	5,6%	5,2%
Entrepreneurs individuels	3 151	3 203	3 904	3 989	3 959	1,1%	28,2%	25,6%	0,8%	0,9%	0,9%
Particuliers	7 108	7 560	7 804	8 515	9 024	18,2%	13,2%	27,0%	1,8%	1,9%	2,1%
Autres agents résidents	2 794	2 751	2 794	2 695	3 115	-13,7%	- 7,3%	11,5%	0,7%	0,7%	0,7%
Non résidents	5	5	781	409	625	-99,1%	27,8%	ns	0,0%	1,1%	1,8%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>5 893</b>	<b>5 593</b>	<b>7 148</b>	<b>7 251</b>	<b>6 964</b>	<b>31,4%</b>	<b>26,7%</b>	<b>18,2%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,6%</b>
Sociétés non financières	2 362	2 300	2 469	2 600	2 013	34,3%	14,2%	-14,8%	0,6%	0,6%	0,5%
Entrepreneurs individuels	1 391	1 100	1 237	1 233	1 026	26,0%	34,5%	-26,2%	0,3%	0,3%	0,2%
Particuliers	2 129	2 180	3 272	3 250	3 746	32,1%	28,0%	75,9%	0,5%	0,8%	0,9%
Autres agents résidents	7	11	9	11	11	-78,8%	47,1%	57,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	4	3	161	157	168	-54,7%	ns	ns	0,1%	2,7%	2,5%
<b>Autres concours non ventilés</b>	<b>4 158</b>	<b>3 679</b>	<b>3 913</b>	<b>3 984</b>	<b>5 136</b>	<b>13,2%</b>	<b>4,8%</b>	<b>23,5%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,2%</b>
<b>TOTAL NET</b>	<b>395 277</b>	<b>393 786</b>	<b>401 971</b>	<b>406 513</b>	<b>421 698</b>	<b>8,4%</b>	<b>8,3%</b>	<b>6,7%</b>	<b>97,3%</b>	<b>97,3%</b>	<b>97,3%</b>
Sociétés non financières	129 993	126 784	124 922	125 432	135 014	7,9%	7,8%	3,9%	32,0%	30,2%	31,2%
Entrepreneurs individuels	21 043	21 076	21 737	21 536	21 393	3,0%	7,2%	1,7%	5,2%	5,3%	4,9%
Particuliers	179 283	179 962	183 178	186 673	191 312	10,7%	8,0%	6,7%	44,1%	44,3%	44,1%
Autres agents résidents	60 226	60 975	62 952	64 922	65 440	1,5%	3,0%	8,7%	14,8%	15,2%	15,1%
Non résidents	570	146	3 677	3 299	3 403	-86,2%	496,1%	497,0%	0,2%	1,0%	1,1%
non ventilés par agents résidents	4 607	4 128	3 913	3 984	5 136	25,4%	4,8%	11,5%	1,1%	0,9%	1,2%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>10 872</b>	<b>11 293</b>	<b>11 229</b>	<b>11 573</b>	<b>11 640</b>	<b>9,3%</b>	<b>6,4%</b>	<b>7,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,7%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>406 150</b>	<b>405 079</b>	<b>413 200</b>	<b>418 086</b>	<b>433 338</b>	<b>8,4%</b>	<b>8,3%</b>	<b>6,7%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	4,0%	4,1%	4,4%	4,2%	4,3%	4,1%	4,8%	7,1%			
Taux de provisionnement	63,8%	65,9%	61,1%	65,6%	62,6%	- 7,4%	- 6,2%	- 2,0%			

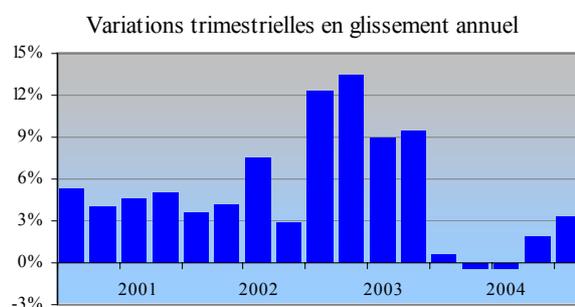
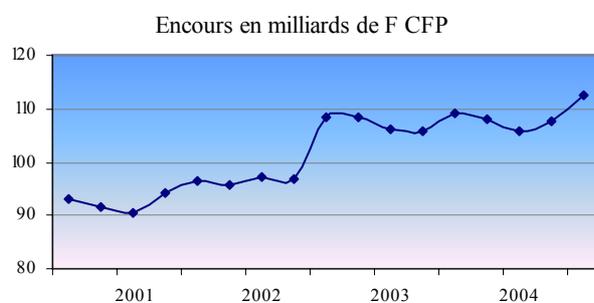
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

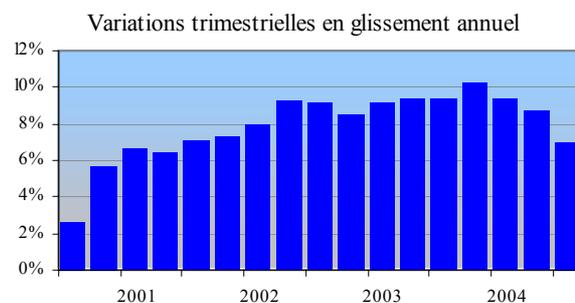
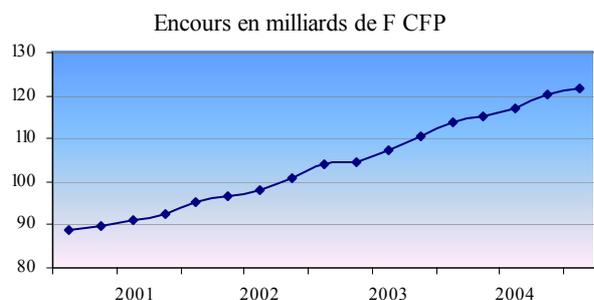
### Crédits de trésorerie



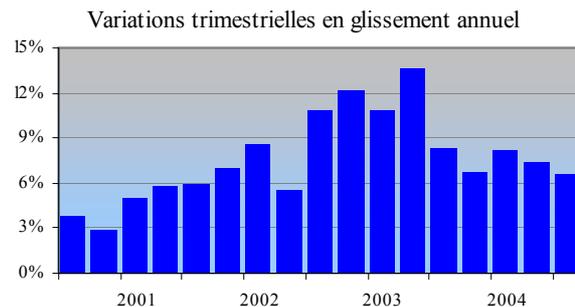
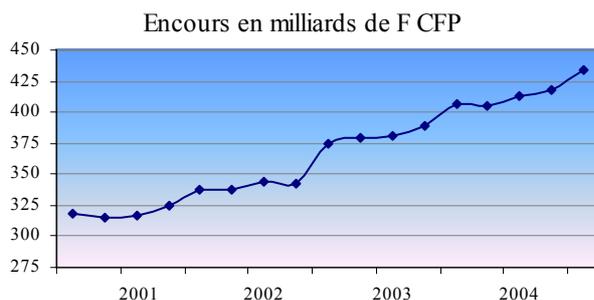
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat

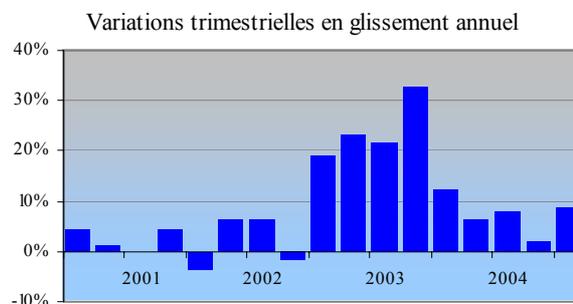
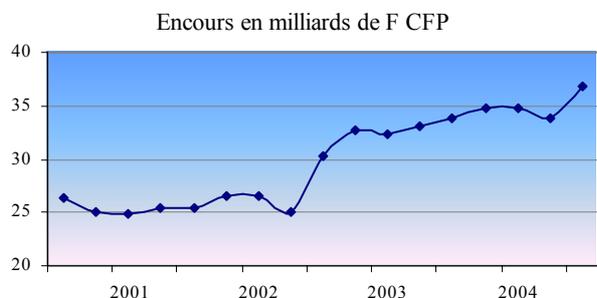


### Ensemble des crédits

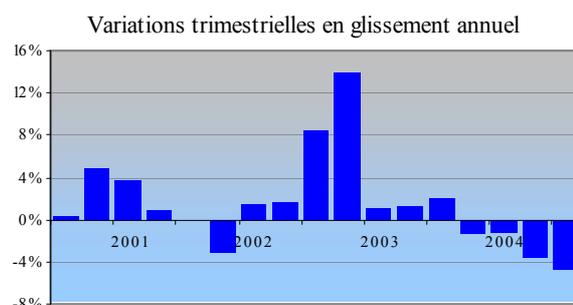
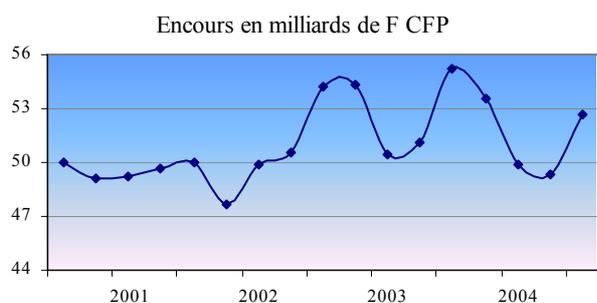


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

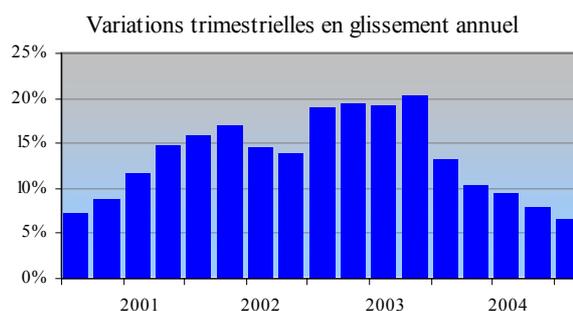
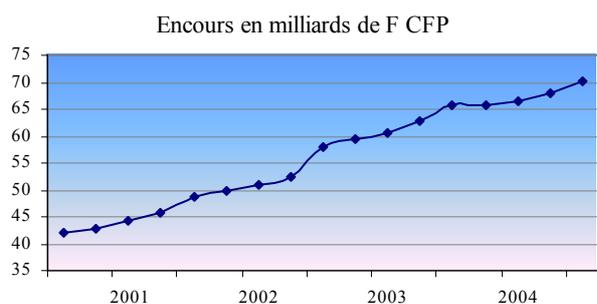
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



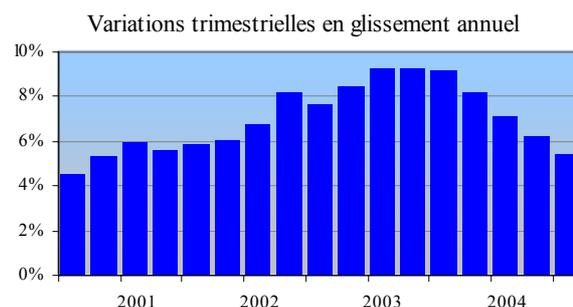
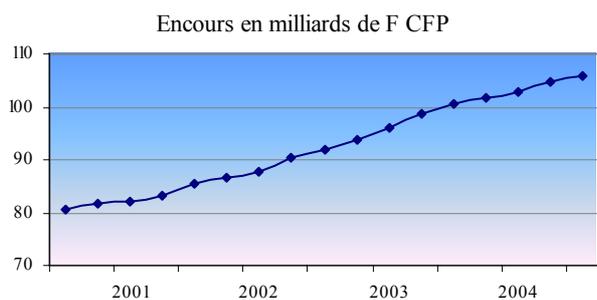
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

### Commentaires :

Avec un encours global de 350,1 milliards de F CFP, les concours de caractère bancaire accordés par les établissements de crédit locaux se sont accrus de 8,5 % sur l'année, après +9,2 % en 2003.

#### Répartition et évolution des concours par catégorie

Les crédits à l'habitat, premier poste des crédits octroyés avec 106 milliards de F CFP (30,3 % du total), ont vu leur encours s'accroître de 6,7 % par rapport à décembre 2003 (99,3 milliards de F CFP).

Les crédits de trésorerie (30,3 % du total), ont connu une augmentation de 11,3 % en rythme annuel pour atteindre 105,9 milliards de F CFP (95,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2003).

Représentant 15,3 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire, les crédits à l'équipement se sont établis à 53,4 milliards de F CFP, en progression de 3,6 % sur la même période (+10,7 % entre 2002 et 2003).

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques révèle une dégradation de leur situation financière. Ainsi les créances douteuses brutes ont vu leur encours croître de 16,9 % sur l'année (18 milliards de F CFP, contre 15,4 milliards douze mois plus tôt) et leur part dans le total des crédits consentis par les établissements de crédits locaux s'est accrue de 0,3 point, à 5,1 %. En outre, une progression de 35,9 % de l'encours des créances douteuses nettes (6,8 milliards de F CFP) a également été observée durant cette période. Par ailleurs, le taux de provisionnement des banques s'est établi à 62,5 % contre 67,7 % au 31 décembre 2003. Enfin, les comptes ordinaires débiteurs ont progressé de 6,4 %, du fait principalement des sociétés non financières (+18,3 %).

#### Répartition et évolution des concours par agent économique

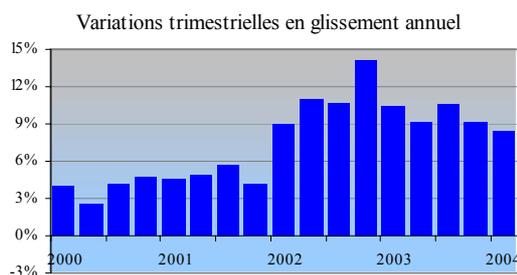
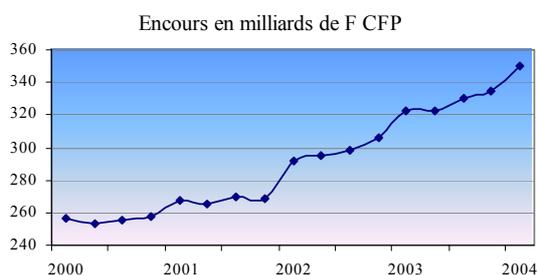
Au 31 décembre 2004, les principaux emprunteurs sont restés les particuliers, pour lesquels les crédits accordés représentent près de la moitié de l'encours global (49 %), suivis des sociétés non financières (36,9 %) et des entrepreneurs individuels (6,1 %).

Les crédits accordés aux particuliers ont poursuivi leur ascension, leur encours (171,5 milliards de F CFP) s'étant inscrit en hausse de 7,1 % sur l'année (+9,8 % entre 2002 et 2003). Ils sont essentiellement constitués de prêts immobiliers (90,2 milliards de F CFP) et de crédits de trésorerie (66,3 milliards de F CFP), représentant à eux deux 91,3 % des crédits consentis en valeur. Leurs encours ont affiché des taux de croissance annuels respectifs de 4,2 % et de 8,5 %. Les indicateurs de vulnérabilité ont connu une évolution défavorable durant les douze derniers mois comme en témoigne la hausse de 88,6 % de l'encours des créances douteuses brutes, la recrudescence du nombre de défaillances de paiement sur chèques qui est passé de 7922 en 2003 à 8698 en 2004 (+9,8 %) ou encore celle des interdits bancaires sur personnes physiques (3962 en décembre 2004 contre 3712 en décembre 2003). En revanche, l'encours des comptes ordinaires débiteurs est ressorti en baisse annuelle de 35,3 %, à 2,4 milliards de F CFP.

Les sociétés non financières ont vu l'encours de leurs crédits bancaires augmenter de 7,5 % en un an, pour un total de 129,1 milliards de F CFP. Les principaux moyens de financement sollicités ont été les crédits d'équipement (42,8 milliards de F CFP), ceux de trésorerie (31,9 milliards de F CFP) ainsi que les autres crédits (21,3 milliards de F CFP). L'évolution de leurs encours en rythme annuel a été significative, ceux-ci enregistrant des taux de croissance respectifs de -1,4 %, +16,5 % et +0,3 %. La situation financière des sociétés non financières semble s'être améliorée si l'on prend en compte l'encours des créances douteuses brutes qui a affiché une baisse de 11,5 %. En revanche, l'encours des comptes débiteurs a augmenté de 18,3 %.

L'encours des concours de caractère bancaire aux entreprises individuelles, d'une valeur globale de 21,4 milliards de F CFP, s'est inscrit en hausse de 1,7 % en rythme annuel. Parmi ses principales composantes, seuls les crédits à l'équipement ont observé une régression de leur encours sur l'année, de 4,4 % (5,1 milliards de F CFP). En effet, ceux des crédits de trésorerie (5 milliards de F CFP) et des prêts immobiliers (4,9 milliards) se sont inscrits en hausse, respectivement de 5,3 % et de 9,3 %. L'encours des créances douteuses brutes des entrepreneurs individuels s'est replié fortement de 36,5 % (2,7 milliards de F CFP à fin décembre 2004) de même que celui des comptes ordinaires débiteurs (-19,8 % à 1,3 milliard à fin 2004).

### Ensemble des crédits



# 1. L'évolution monétaire et financière

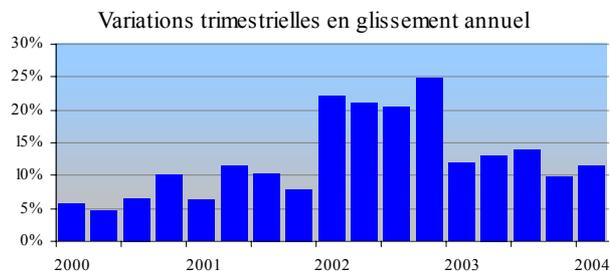
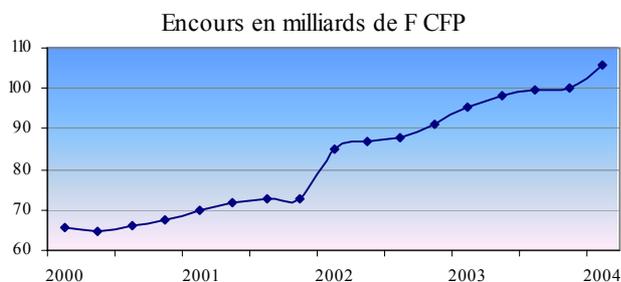
## CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE Établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Montants en millions de F CFP						variations annuelles en %			Parts en %		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 513</b>	<b>3 039</b>	<b>3 399</b>	<b>3 873</b>	<b>3 109</b>	<b>32,6%</b>	- 7,9%	<b>-11,5%</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,9%</b>
Sociétés non financières	3 171	2 836	3 146	3 680	2 971	37,1%	- 8,2%	- 6,3%	90,3%	95,0%	95,6%
Entrepreneurs individuels	338	201	250	187	134	0,7%	- 5,6%	-60,3%	9,6%	4,8%	4,3%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	4	2	3	6	4	-	-	-	-	0,2%	0,1%
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>95 186</b>	<b>98 324</b>	<b>99 809</b>	<b>99 887</b>	<b>105 935</b>	<b>12,0%</b>	<b>13,9%</b>	<b>11,3%</b>	<b>29,5%</b>	<b>29,9%</b>	<b>30,3%</b>
Sociétés non financières	27 372	29 857	29 739	28 865	31 892	6,5%	15,9%	16,5%	28,8%	28,9%	30,1%
Entrepreneurs individuels	4 712	5 017	5 074	4 888	4 961	3,2%	6,0%	5,3%	5,0%	4,9%	4,7%
Particuliers	61 117	61 270	62 288	63 376	66 292	14,1%	11,1%	8,5%	64,2%	63,4%	62,6%
Autres agents résidents	1 960	2 159	2 673	2 722	2 751	67,3%	138,2%	40,4%	2,1%	2,7%	2,6%
Non résidents	26	21	35	36	39	-	-	50,0%	-	0,0%	0,0%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>51 523</b>	<b>49 700</b>	<b>50 210</b>	<b>50 003</b>	<b>53 398</b>	<b>10,7%</b>	<b>8,7%</b>	<b>3,6%</b>	<b>16,0%</b>	<b>15,0%</b>	<b>15,3%</b>
Sociétés non financières	43 417	41 536	40 234	39 806	42 824	9,7%	2,8%	- 1,4%	84,3%	79,6%	80,2%
Entrepreneurs individuels	5 377	5 494	5 263	5 180	5 142	- 6,3%	- 2,3%	- 4,4%	10,4%	10,4%	9,6%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	2 730	2 670	2 531	3 025	3 522	127,8%	51,1%	29,0%	5,3%	6,0%	6,6%
Non résidents	-	-	2 181	1 992	1 910	-	-	-	-	4,0%	3,6%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>99 339</b>	<b>100 368</b>	<b>101 778</b>	<b>103 738</b>	<b>105 971</b>	<b>7,8%</b>	<b>7,5%</b>	<b>6,7%</b>	<b>30,8%</b>	<b>31,0%</b>	<b>30,3%</b>
Sociétés non financières	8 088	8 674	9 048	9 609	10 557	26,3%	42,6%	30,5%	8,1%	9,3%	10,0%
Entrepreneurs individuels	4 466	4 503	4 606	4 764	4 882	15,9%	12,6%	9,3%	4,5%	4,6%	4,6%
Particuliers	86 523	86 943	87 813	89 013	90 177	5,8%	4,4%	4,2%	87,1%	85,8%	85,1%
Autres agents résidents	146	138	119	106	99	18,5%	-24,1%	-32,4%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	115	111	192	246	256	-	-	122,6%	-	0,2%	0,2%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>21 733</b>	<b>19 868</b>	<b>19 738</b>	<b>19 896</b>	<b>23 126</b>	<b>6,1%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,4%</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,0%</b>	<b>6,6%</b>
Sociétés non financières	14 881	13 673	13 531	13 326	17 601	- 0,1%	0,7%	18,3%	68,5%	67,0%	76,1%
Entrepreneurs individuels	1 608	1 645	1 405	1 295	1 289	- 5,8%	-20,9%	-19,8%	7,4%	6,5%	5,6%
Particuliers	3 784	3 534	3 316	3 336	2 447	16,2%	- 2,2%	-35,3%	17,4%	16,8%	10,6%
Autres agents résidents	1 040	1 009	1 002	1 486	1 388	68,7%	79,4%	33,5%	4,8%	7,5%	6,0%
Non résidents	420	7	485	453	401	-	-	- 4,5%	-	2,3%	1,7%
<b>Autres crédits</b>	<b>31 918</b>	<b>31 949</b>	<b>35 039</b>	<b>35 779</b>	<b>35 429</b>	<b>15,5%</b>	<b>26,0%</b>	<b>11,0%</b>	<b>9,9%</b>	<b>10,7%</b>	<b>10,1%</b>
Sociétés non financières	21 204	20 770	22 036	22 414	21 272	23,2%	31,7%	0,3%	66,4%	62,6%	60,0%
Entrepreneurs individuels	3 151	3 203	3 904	3 989	3 959	1,1%	28,2%	25,6%	9,9%	11,1%	11,2%
Particuliers	7 088	7 540	7 785	8 496	9 005	18,2%	13,2%	27,0%	22,2%	23,7%	25,4%
Autres agents résidents	469	431	533	471	568	-35,6%	- 2,1%	21,0%	1,5%	1,3%	1,6%
Non résidents	5	5	781	409	625	-99,1%	27,8%	ns	0,0%	1,1%	1,8%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>4 974</b>	<b>4 953</b>	<b>5 717</b>	<b>5 850</b>	<b>6 758</b>	<b>-35,2%</b>	<b>-35,1%</b>	<b>35,9%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,9%</b>
Sociétés non financières	1 957	1 895	1 661	1 848	2 013	12,7%	-23,1%	2,9%	39,3%	31,6%	29,8%
Entrepreneurs individuels	1 391	1 100	1 237	1 233	1 026	26,0%	34,5%	-26,2%	28,0%	21,1%	15,2%
Particuliers	1 615	1 945	2 649	2 601	3 540	31,4%	26,1%	119,2%	32,5%	44,5%	52,4%
Autres agents résidents	7	11	9	11	11	-78,8%	47,1%	57,5%	0,1%	0,2%	0,2%
Non résidents	4	3	161	157	168	-54,7%	ns	ns	0,1%	2,7%	2,5%
Autres concours non ventilés	4 158	3 679	3 913	3 984	5 136	16,8%	8,0%	23,5%	3,5%	3,3%	4,0%
<b>TOTAL NET</b>	<b>312 344</b>	<b>311 880</b>	<b>319 602</b>	<b>323 010</b>	<b>338 862</b>	<b>9,3%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,5%</b>	<b>96,8%</b>	<b>96,7%</b>	<b>96,8%</b>
Sociétés non financières	120 091	119 241	119 397	119 548	129 130	11,4%	11,7%	7,5%	37,2%	35,8%	36,9%
Entrepreneurs individuels	21 043	21 162	21 737	21 536	21 393	3,0%	7,2%	1,7%	6,5%	6,4%	6,1%
Particuliers	160 127	161 231	163 850	166 822	171 461	9,8%	7,4%	7,1%	49,6%	49,9%	49,0%
Autres agents résidents	6 352	6 418	6 867	7 821	8 339	64,1%	69,0%	31,3%	2,0%	2,3%	2,4%
Non résidents	570	146	3 677	3 299	3 403	-86,2%	-13,2%	497,0%	0,2%	1,0%	1,0%
non ventilés par agents résidents	4 158	3 679	3 913	3 984	5 136	-	8,0%	23,5%	1,3%	1,2%	1,5%
<b>Provisions</b>	<b>10 423</b>	<b>10 844</b>	<b>10 780</b>	<b>11 156</b>	<b>11 240</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,9%</b>	<b>7,8%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,2%</b>
Sociétés non financières	4 101	4 148	3 132	3 524	3 347	- 2,7%	-28,9%	-18,4%	1,3%	1,0%	1,0%
Entrepreneurs individuels	2 914	2 407	2 332	2 351	1 707	8,9%	24,4%	-41,4%	0,9%	0,7%	0,5%
Particuliers	3 384	4 258	4 995	4 961	5 888	13,6%	16,6%	74,0%	1,0%	1,4%	1,7%
Autres agents résidents	15	24	17	21	19	-81,3%	41,7%	26,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	9	7	304	299	279	-60,9%	-	3000,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>15 397</b>	<b>15 798</b>	<b>16 497</b>	<b>17 009</b>	<b>17 999</b>	<b>9,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>16,9%</b>	<b>4,8%</b>	<b>4,9%</b>	<b>5,1%</b>
Sociétés non financières	6 058	6 043	4 793	5 372	5 360	1,8%	-27,0%	-11,5%	1,9%	1,5%	1,5%
Entrepreneurs individuels	4 305	3 507	3 569	3 585	2 733	13,9%	27,7%	-36,5%	1,3%	1,0%	0,8%
Particuliers	4 999	6 203	7 644	7 563	9 428	18,8%	19,7%	88,6%	1,5%	2,2%	2,7%
Autres agents résidents	22	35	26	33	30	-80,5%	36,7%	36,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	13	10	465	456	448	-60,6%	ns	ns	0,0%	0,1%	0,1%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>322 767</b>	<b>322 724</b>	<b>330 382</b>	<b>334 166</b>	<b>350 102</b>	<b>9,2%</b>	<b>9,3%</b>	<b>8,5%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	4,8%	4,9%	5,0%	5,1%	5,1%						
Taux de provisionnement	67,7%	68,6%	65,3%	65,6%	62,5%						

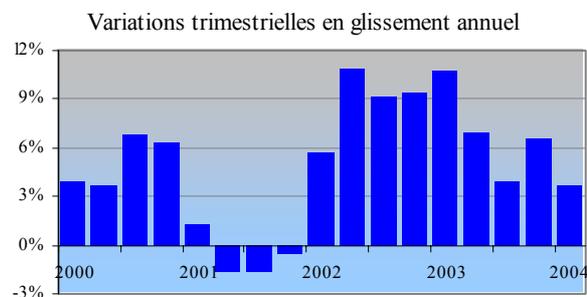
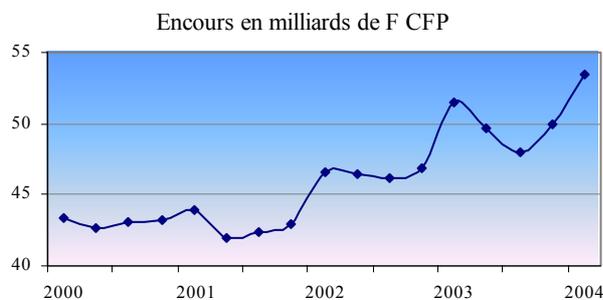
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

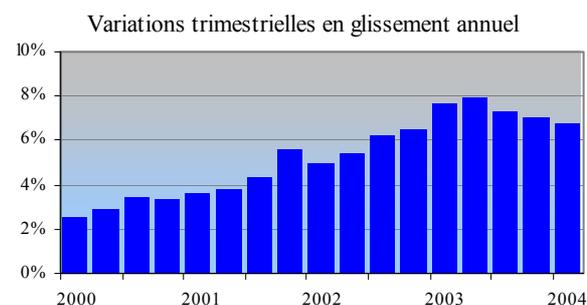
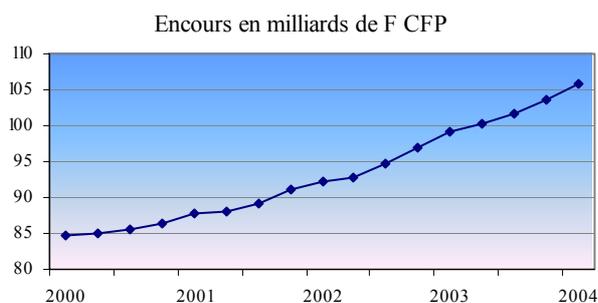
### Crédits de trésorerie



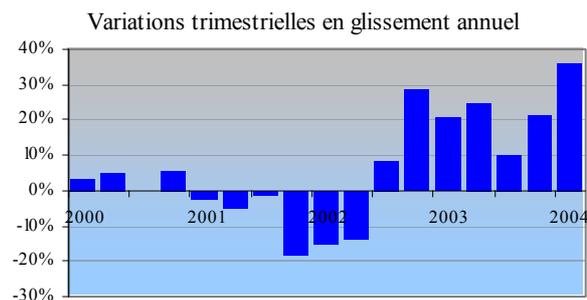
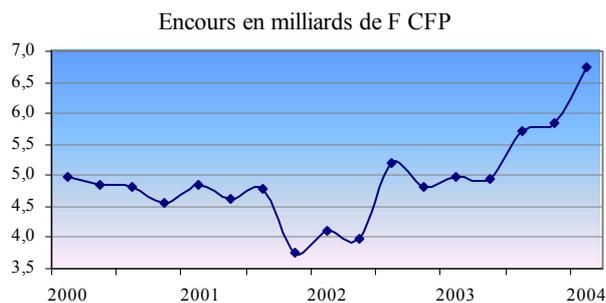
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat

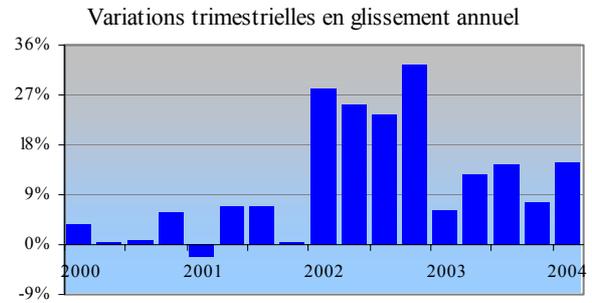
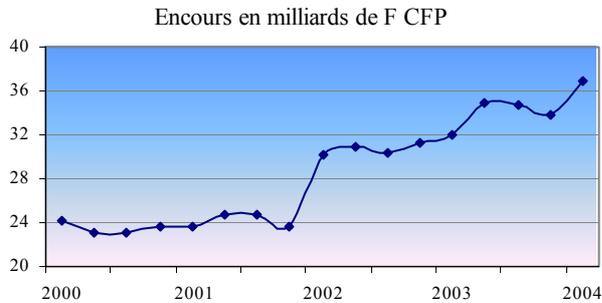


### Créances douteuses nettes

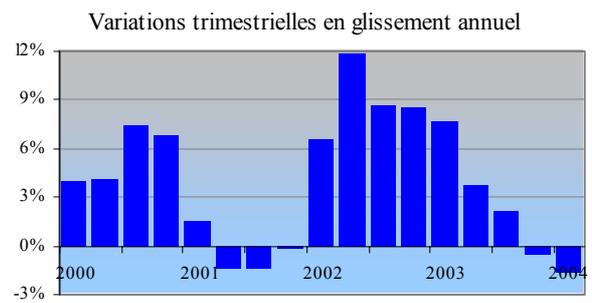


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

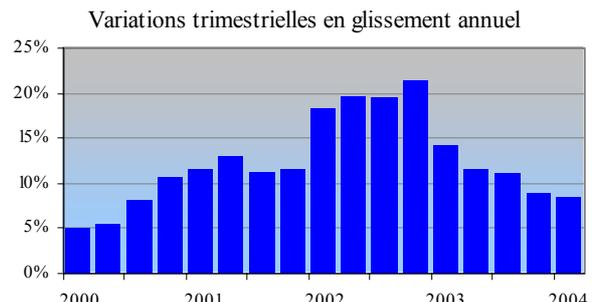
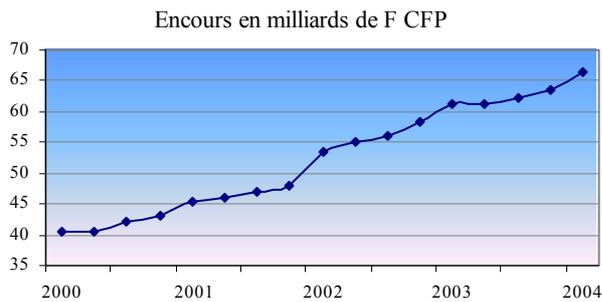
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



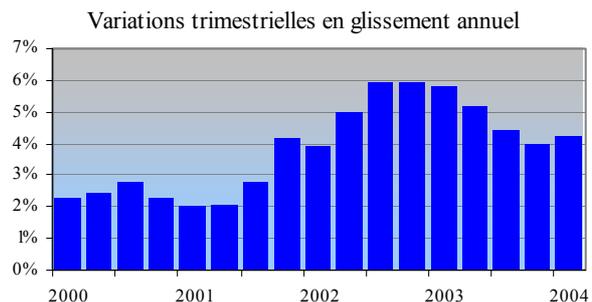
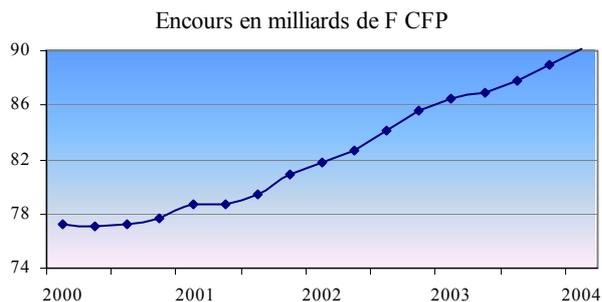
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



## 1. L'évolution monétaire et financière

### 1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

#### Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours de ces crédits s'est élevé à 83,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2004, en légère régression de 0,2 % sur l'année.

#### *Répartition et évolution des concours par catégorie*

Les crédits à l'équipement, qui ont constitué le principal poste des crédits accordés avec 59,2 milliards de F CFP (71,2 % du total), ont vu leur encours croître de 3,1 % en un an (57,5 milliards de F CFP en décembre 2003).

De même, les crédits à l'habitat ont poursuivi leur croissance sur les douze derniers mois, exclusivement de la part des particuliers, avec un taux de croissance de 8,6 % (15,8 milliards de F CFP, contre 14,5 milliards un an plus tôt).

Les crédits de trésorerie, pour leur part, ont régressé de 40,3 % en glissement annuel (3,9 milliards de F CFP en décembre 2004 contre 6,5 un an auparavant).

#### *Répartition et évolution des concours par agent économique*

Les crédits aux autres agents résidents<sup>1</sup> regroupent la plus large partie de l'encours des crédits octroyés par les établissements HZE, 68,6 % du total au 31 décembre 2004. A cette date, ils s'établissaient à 57,1 milliards de F CFP contre 53,9 l'année précédente, soit +6 % et consistaient à 95,5 % en crédits à l'équipement.

Après plusieurs années de forte croissance, l'encours des crédits accordés par les établissements HZE aux particuliers n'a crû que de 3,6 % en 2004 (après +26,1 % en 2003 et +43,1 % en 2002). Il est ainsi passé de 19,2 milliards de F CFP à 19,9 milliards en un an. Cette augmentation résulte de l'attrait des particuliers polynésiens pour les offres de prêts immobiliers proposées par la CASDEN : l'encours des crédits à l'habitat a connu un rythme de croissance annuel de 12,8 % pour atteindre 15,8 milliards de F CFP.

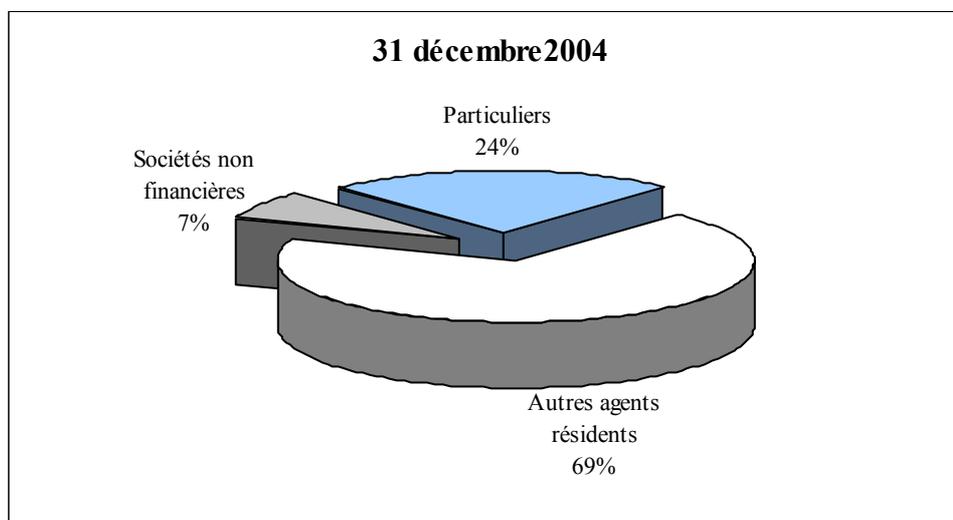
En revanche, le recours des particuliers aux crédits de trésorerie s'est amoindri de 16,8 % pour s'établir à 3,8 milliards de F CFP.

L'encours des crédits aux sociétés non financières a accusé une diminution de 40,6 % en glissement annuel (5,9 milliards de F CFP au 31 décembre 2004 contre 9,9 milliards de F CFP l'année précédente) tirée par les crédits à l'équipement qui ont perdu 27,5 % (4,7 milliards de F CFP contre 6,5).

<sup>1</sup> Cette catégorie regroupe surtout les administrations publiques locales.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission

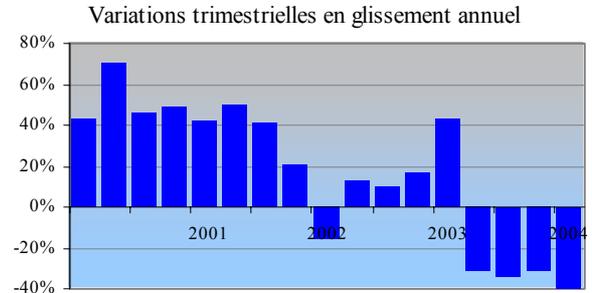
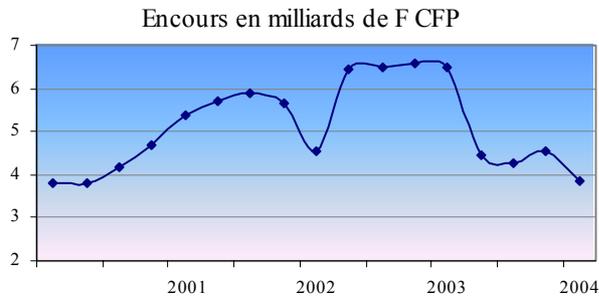


<b>CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE</b>											
<i>Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission</i>											
Montants en millions de F CFP						<i>variations annuelles en %</i>			<i>Parts en %</i>		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>6 483</b>	<b>4 439</b>	<b>4 246</b>	<b>4 550</b>	<b>3 872</b>	<b>42,7%</b>	<b>-34,4%</b>	<b>-40,3%</b>	<b>7,8%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,7%</b>
Sociétés non financières	1 828	0	0	0	0	-	-	-	2,2%	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 655	4 439	4 246	4 550	3 872	2,5%	- 8,7%	-16,8%	5,6%	5,1%	4,7%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>57 488</b>	<b>58 176</b>	<b>57 605</b>	<b>57 766</b>	<b>59 248</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>- 3,8%</b>	<b>3,1%</b>	<b>68,9%</b>	<b>69,6%</b>	<b>71,2%</b>
Sociétés non financières	6 477	6 477	4 386	4 310	4 694	-26,8%	-25,9%	-27,5%	7,8%	5,3%	7,9%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	51 011	51 698	53 219	53 456	54 554	3,7%	- 1,4%	6,9%	61,2%	64,3%	92,1%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>14 506</b>	<b>15 118</b>	<b>15 666</b>	<b>16 404</b>	<b>15 754</b>	<b>34,1%</b>	<b>25,6%</b>	<b>8,6%</b>	<b>17,4%</b>	<b>18,9%</b>	<b>18,9%</b>
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	13 967	14 579	15 062	15 754	15 754	36,3%	26,6%	12,8%	16,8%	18,2%	100,0%
Autres agents résidents	539	539	604	650	-	593,7%	4,1%	-100,0%	0,6%	0,7%	-
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>3 537</b>	<b>3 533</b>	<b>3 420</b>	<b>3 382</b>	<b>3 756</b>	<b>- 8,4%</b>	<b>- 8,8%</b>	<b>6,2%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,1%</b>	<b>4,5%</b>
Sociétés non financières	1 193	1 193	1 139	1 139	1 190	-10,7%	- 9,9%	- 0,2%	1,4%	1,4%	31,7%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	20	20	19	19	19	21,4%	21,6%	- 6,3%	0,0%	0,0%	0,5%
Autres agents résidents	2 324	2 320	2 261	2 224	2 547	- 7,3%	- 8,4%	9,6%	2,8%	2,7%	67,8%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>919</b>	<b>640</b>	<b>1 431</b>	<b>1 401</b>	<b>206</b>	<b>126,6%</b>	<b>214,6%</b>	<b>-77,6%</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,7%</b>	<b>0,2%</b>
Sociétés non financières	405	405	808	752	0	ns	ns	ns	0,5%	1,0%	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	514	235	623	649	206	34,1%	37,1%	-59,9%	0,6%	0,8%	100,0%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>82 933</b>	<b>81 906</b>	<b>82 368</b>	<b>83 503</b>	<b>82 836</b>	<b>6,8%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>99,5%</b>	<b>99,5%</b>	<b>99,5%</b>
Sociétés non financières	9 902	7 670	5 525	6 201	5 884	- 7,4%	-38,6%	-40,6%	11,9%	6,7%	7,1%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	19 157	19 039	19 328	20 972	19 851	26,1%	13,6%	3,6%	23,0%	23,3%	23,8%
Autres agents résidents	53 874	54 558	56 085	56 330	57 101	4,1%	- 1,7%	6,0%	64,6%	67,7%	68,6%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>449</b>	<b>449</b>	<b>449</b>	<b>417</b>	<b>400</b>	<b>296,8%</b>	<b>306,8%</b>	<b>-11,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>83 383</b>	<b>82 355</b>	<b>82 817</b>	<b>83 920</b>	<b>83 236</b>	<b>7,2%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>- 0,2%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	1,6%	1,3%	2,3%	2,2%	0,7%	-	-	-	-	-	-
Taux de provisionnement	32,8%	41,3%	23,9%	22,9%	66,0%	-	-	-	-	-	-

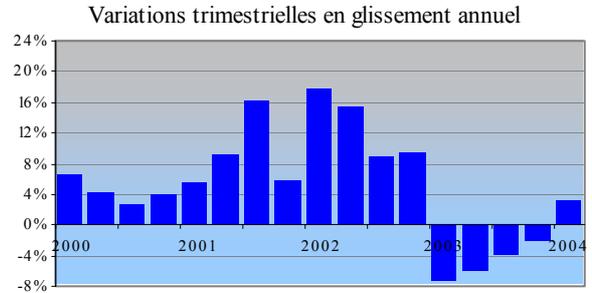
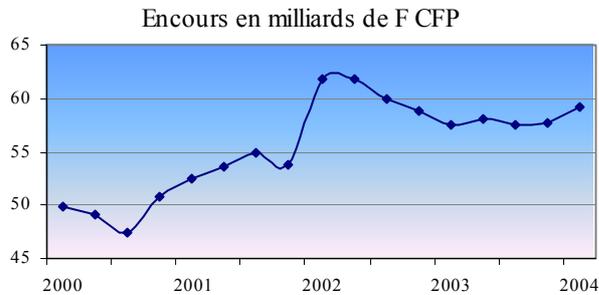
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

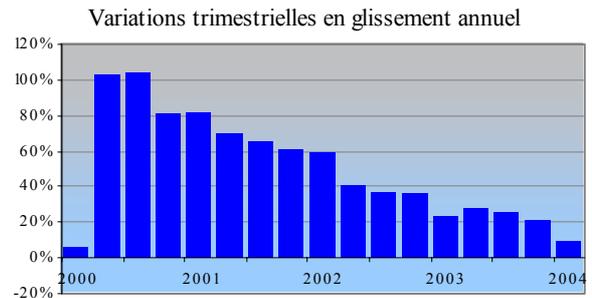
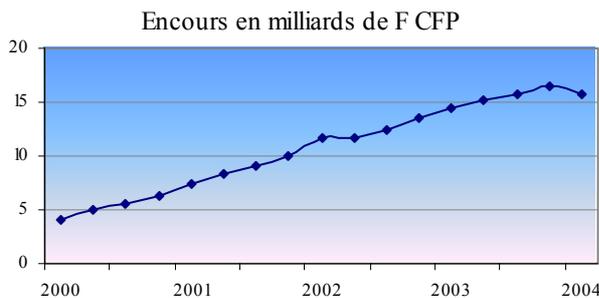
### Crédits de trésorerie



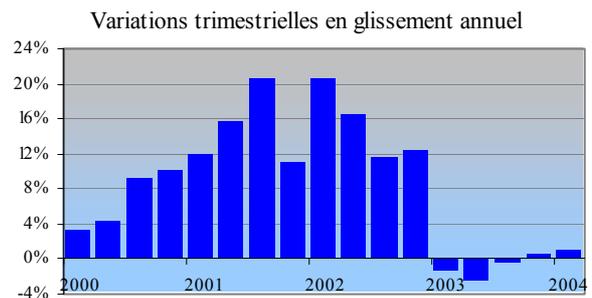
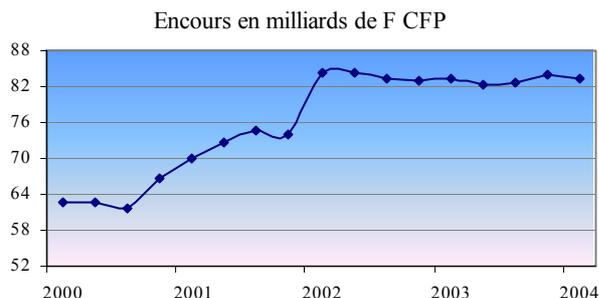
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat

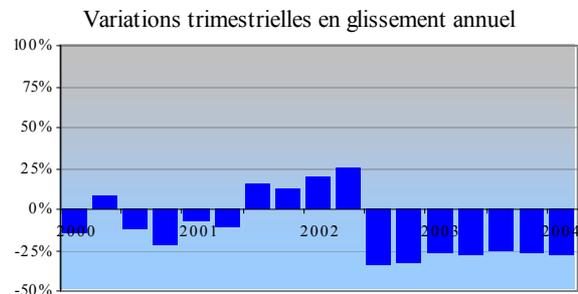
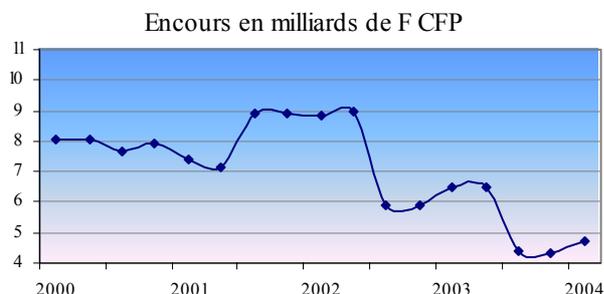


### Ensemble des crédits

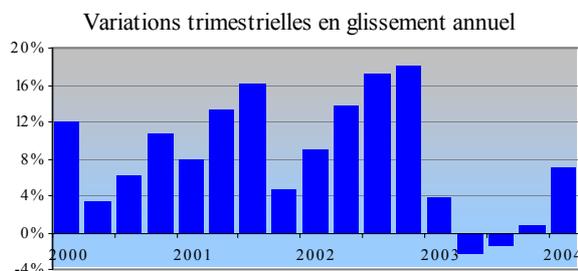
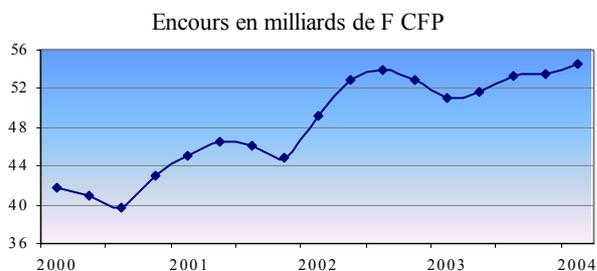


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

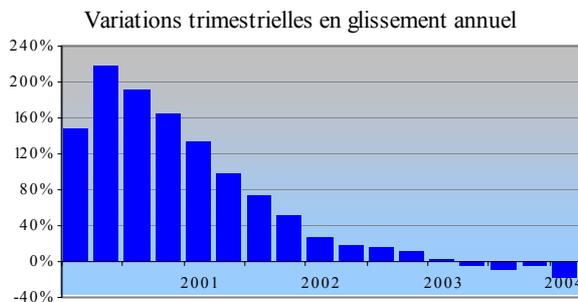
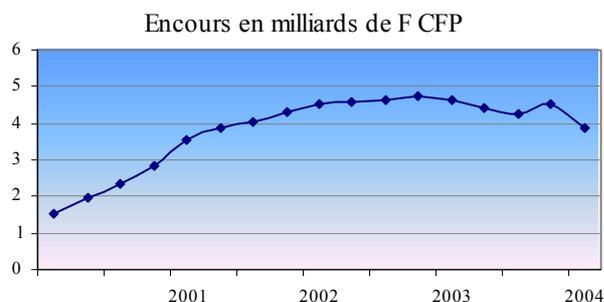
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



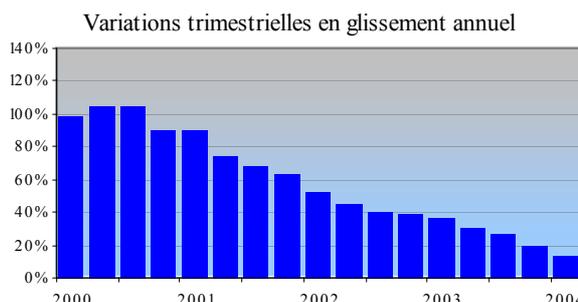
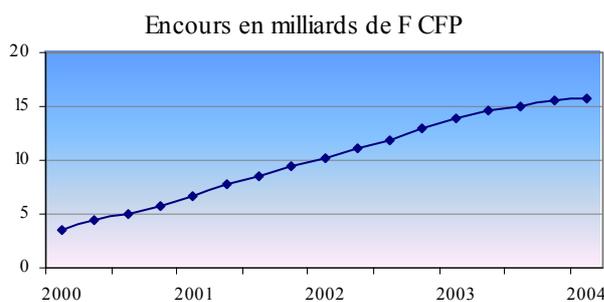
### Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents » (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3 La masse monétaire et ses contreparties

### 1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

#### Commentaires :

A fin décembre 2004 la masse monétaire M3 s'est établie à 308 milliards de F CFP contre 305,3 un an auparavant, soit + 0,9 % en glissement annuel.

Cette croissance est cependant moindre que les années précédentes (+5,5 % en 2003 et +5,1 % en 2002) en raison principalement des faibles augmentations des encours de dépôts à vue (recours plus faibles aux dispositifs de défiscalisation) et des comptes sur livret.

P1, constitué exclusivement des plans d'épargne logement, a continué sa progression pour atteindre 9,6 milliards de F CFP (+32 % en rythme annuel).

#### COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004
<b>M1</b>								
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>9 959</b>	<b>8 988</b>	<b>9 759</b>	<b>9 790</b>	<b>10 431</b>	<b>2,3%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,7%</b>
- Billets	8 456	7 492	8 260	8 256	8 854	2,0%	4,9%	4,7%
- Pièces	1 503	1 496	1 499	1 534	1 577	3,4%	2,7%	5,0%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>117 790</b>	<b>112 145</b>	<b>113 093</b>	<b>112 309</b>	<b>119 860</b>	<b>12,3%</b>	<b>13,4%</b>	<b>1,8%</b>
- Banques	111 710	105 010	107 066	106 126	113 743	12,4%	13,9%	1,8%
- O.P.T.	6 080	7 136	6 027	6 183	6 117	11,3%	6,6%	0,6%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>127 748</b>	<b>121 134</b>	<b>122 853</b>	<b>122 099</b>	<b>130 291</b>	<b>11,4%</b>	<b>12,7%</b>	<b>2,0%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>78 783</b>	<b>79 827</b>	<b>79 819</b>	<b>82 527</b>	<b>81 530</b>	<b>33,3%</b>	<b>13,8%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Comptes sur livret</b>	<b>78 568</b>	<b>79 593</b>	<b>79 599</b>	<b>82 297</b>	<b>81 284</b>	<b>33,3%</b>	<b>13,8%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>215</b>	<b>234</b>	<b>220</b>	<b>230</b>	<b>246</b>	<b>45,4%</b>	<b>17,3%</b>	<b>14,4%</b>
<b>Total M2</b>	<b>206 531</b>	<b>200 961</b>	<b>202 672</b>	<b>204 627</b>	<b>211 821</b>	<b>18,9%</b>	<b>13,1%</b>	<b>2,6%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>98 770</b>	<b>94 731</b>	<b>91 507</b>	<b>91 676</b>	<b>96 151</b>	<b>-14,5%</b>	<b>-10,0%</b>	<b>- 2,7%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>76 786</b>	<b>72 046</b>	<b>66 609</b>	<b>67 612</b>	<b>72 052</b>	<b>-14,5%</b>	<b>-17,3%</b>	<b>- 6,2%</b>
- Banques	76 786	72 046	66 609	67 612	72 052	-14,5%	-17,3%	- 6,2%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons</b>	<b>13 464</b>	<b>14 068</b>	<b>15 903</b>	<b>13 990</b>	<b>15 315</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>29,1%</b>	<b>13,7%</b>
<b>Certificats de dépôt</b>	<b>8 520</b>	<b>8 617</b>	<b>8 995</b>	<b>10 075</b>	<b>8 784</b>	<b>-27,1%</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Total M3</b>	<b>305 301</b>	<b>295 691</b>	<b>294 179</b>	<b>296 303</b>	<b>307 972</b>	<b>5,5%</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,9%</b>
<b>P1</b>	<b>7 297</b>	<b>7 900</b>	<b>8 414</b>	<b>8 853</b>	<b>9 633</b>	<b>53,0%</b>	<b>36,0%</b>	<b>32,0%</b>
(Epargne contractuelle)								
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>7 297</b>	<b>7 900</b>	<b>8 414</b>	<b>8 853</b>	<b>9 633</b>	<b>53,0%</b>	<b>36,0%</b>	<b>32,0%</b>
<b>Compte d'épargne à long terme</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres cptes d'épargne à rég spéc</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>M3 + P1</b>	<b>312 598</b>	<b>303 591</b>	<b>302 593</b>	<b>305 155</b>	<b>317 605</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,4%</b>	<b>1,6%</b>

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

### Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ont crû de 8,9 % sur l'année, passant de 48,7 milliards de F CFP en décembre 2003 à 53,1 milliards un an après.

Dans le même temps, leurs engagements hors zone d'émission ont également augmenté, mais à un rythme plus soutenu (+80,4 % sur l'année) pour s'élever à 56,6 milliards à fin décembre 2004.

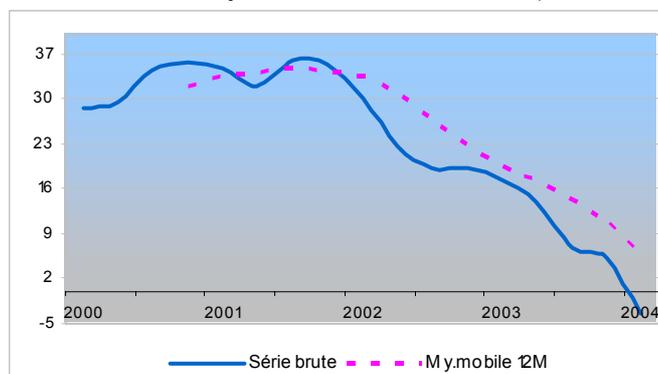
Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est devenue négative à fin décembre 2004, à -3,5 milliards de F CFP.

### CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles		
	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/12/2003	30/06/2004	31/12/2004
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	67 303	64 679	70 938	72 717	72 239	-17,5%	- 2,3%	7,3%
Institut d'émission	18 555	16 460	17 380	17 072	19 137	4,3%	- 0,9%	3,1%
Etablissements de crédit locaux (*)	48 748	48 219	53 557	55 645	53 102	-23,5%	- 2,8%	8,9%
<b>Créances du Trésor public</b>	- 354	802	- 392	- 392		-	100,0%	-100,0%
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	238 352	230 210	223 633	223 978	235 733	14,6%	7,2%	- 1,1%
<b>Concours de caractère bancaire des EC locaux</b>	322 737	322 173	329 950	334 166	350 102	10,5%	10,5%	8,5%
<b>Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)</b>	84 385	91 963	106 317	110 188	114 369	0,3%	18,3%	35,5%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	23 826	24 577	25 655	25 497	22 006	- 3,5%	- 5,4%	- 7,6%
Provisions sur créances douteuses	10 394	10 814	10 779	11 156	11 240	4,5%	2,2%	8,1%
Engagements hors zone d'émission (*)	31 394	34 270	46 781	50 515	56 625	- 7,2%	30,2%	80,4%
Epargne contractuelle	7 297	7 900	8 414	8 853	9 633	53,0%	36,0%	32,0%
Divers	11 474	14 402	14 688	14 168	14 865	5,2%	45,7%	29,5%
<b>Total M3</b>	305 301	295 691	294 178	296 303	307 972	5,5%	4,7%	0,9%
<b>Position extérieure nette du système bancaire local *</b>	17 354	13 949	6 777	5 130	- 3 523	-42,0%	-64,6%	-120,3%

\* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

### Position extérieure nette du système bancaire local (en milliards de F CFP)



## ***1. L'évolution monétaire et financière***

---

### **1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux**

#### **1.4.1 Le financement des crédits bancaires**

##### **Commentaires :**

Les ressources des établissements de crédit locaux proviennent essentiellement des dépôts qu'ils collectent puisque ces derniers en ont représenté 82,2 %. Diminués des encaisses, ils ont atteint 297,2 milliards de F CFP à fin 2004, contre 292,6 milliards l'année précédente, soit +1,6 %.

Le financement sur ressources propres, pour sa part, a compté pour 9,2 % pour un montant de 33,2 milliards de F CFP. Malgré les avantages qu'elles procurent aux établissements de crédit, les opérations de réescompte demeurent marginales et ne sont intervenues qu'à hauteur de 1,9 % du total des ressources (+0,2 point) avec une valeur de 6,8 milliards de F CFP (5,8 milliards en décembre 2003, soit +17,2 % en glissement annuel).

Les ressources des banques polynésiennes sont prioritairement affectées à leurs crédits puisque ces derniers en absorbaient 96,9 %, contre 3,1 % pour les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2003

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 737	92,09%	Dépôts collectés - encaisses	292 580	83,48%
Réserves obligatoires	10 375	2,96%	Financement sur ressources propres *	34 219	9,76%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	17 909	5,11%
Position extérieure nette des EC	17 354	4,95%	Réescote	5 759	1,64%
<b>Total emplois</b>	<b>350 468</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>350 468</b>	<b>100%</b>

## FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	329 950	95,34%	Dépôts collectés - encaisses	283 369	81,88%
Réserves obligatoires	9 342	2,70%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	36 434	10,53%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	19 834	5,73%
Position extérieure nette des EC	6 777	1,96%	Réescote	6 432	1,86%
<b>Total emplois</b>	<b>346 069</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>346 069</b>	<b>100%</b>

## FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	350 102	96,86%	Dépôts collectés - encaisses	297 242	82,24%
Réserves obligatoires	11 350	3,14%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	33 204	9,19%
Réserves libres		0,00%	Excédent des op. diverses des EC	20 733	5,74%
			Réescote	6 750	1,87%
			Position extérieure nette des EC	3 523	
<b>Total emplois</b>	<b>361 452</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>361 452</b>	<b>100%</b>

## 1. L'évolution monétaire et financière

### 1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

#### Commentaires :

##### Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux se sont établies à 59,5 milliards de F CFP à la fin du quatrième trimestre 2004, en hausse de 27,9 % sur l'année (46,5 milliards au 31 décembre 2003). Celles-ci ont été principalement d'une durée inférieure à un mois : leur montant s'est ainsi élevé à 35,5 milliards de F CFP (soit 59,7 % de l'ensemble des ressources).

De même, les emplois, qui ont atteint 73,1 milliards de F CFP à fin décembre 2004 (+11,9% en un an), sont principalement à court terme puisque les dépôts inférieurs à un an ont représenté 98,8 % du total.

Les opérations interbancaires des établissements de crédit locaux en Polynésie française ont ainsi affiché un solde « emprunteur » en hausse annuelle de 72,2 %, à 13,6 milliards de F CFP (18,8 milliards en décembre 2003).

##### Les opérations avec la clientèle

L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée se retrouve inversé avec les opérations avec la clientèle. En effet, s'agissant des emplois, ce sont ceux qui sont supérieurs à un an qui prévalent, représentant 49,6 % du total des crédits.

A l'inverse, les ressources dont disposent les établissements de crédit locaux sont surtout d'une durée inférieure à un an. Leur montant s'est ainsi élevé à 280,8 milliards de F CFP (272,8 milliards en décembre 2003), soit 92,8 % de l'ensemble des ressources.

Le solde des opérations avec la clientèle s'est ainsi établi à -29,1 milliards de F CFP contre - 13,7 milliards de F CFP à fin 2003. Cette sensible dégradation résulte du taux de croissance des crédits plus important que celui des dépôts (+6,2 % contre +1,4 %).

# 1. L'évolution monétaire et financière

## EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

en millions de F CFP

31/12/2004	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse	4 303	4 303							
Banques centrales et OPT	11 350		11 350						
Comptes ordinaires débiteurs	7 417		7 417						
Comptes et prêts à terme dont réseau	49 405		33 800	11 138	1 675	714	1 175	903	
Val. reçues en pension à terme									
Prêts à la clientèle financière									
VNI, créances douteuses et créances rattachées	585	585							
<b>Total emplois</b>	<b>73 060</b>	<b>4 888</b>	<b>52 567</b>	<b>11 138</b>	<b>1 675</b>	<b>714</b>	<b>1 175</b>	<b>903</b>	<b>0</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	132		132						
Comptes ordinaires créditeurs	10 872		10 872						
Comptes et emprunts à terme dont réseau	40 937		22 376	991	509	1 560	1 139	14 987	10 396
Val. données en pension à terme	6 750		1 337	5 414					
Emprunts auprès de la clientèle financière									
Autres sommes dues, dettes rattachées	797	797							
<b>Total ressources</b>	<b>59 488</b>	<b>797</b>	<b>34 717</b>	<b>6 405</b>	<b>509</b>	<b>1 560</b>	<b>1 139</b>	<b>14 987</b>	<b>10 396</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-13 572</b>	<b>-4 091</b>	<b>-17 850</b>	<b>-4 733</b>	<b>-1 166</b>	<b>846</b>	<b>-36</b>	<b>14 084</b>	<b>10 396</b>
Cumul		-4 091	-21 941	-26 674	-27 840	-26 994	-27 030	-12 946	-2 550
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	23 126		23 126						
Valeurs reçues en pension									
Crédits à la clientèle	293 846		63 172	15 741	11 303	13 576	27 252	99 676	63 067
VNI, créances douteuses et créances rattachées	7 859	7 859							
Prêts subordonnés à terme	1 476		555	19	26	39	77	527	234
Crédit-bail et opérations assimilées	5 509	4 030		25	46	71	148	1 124	63
Location simple									
<b>Total emplois</b>	<b>331 816</b>	<b>11 949</b>	<b>86 853</b>	<b>15 785</b>	<b>11 375</b>	<b>13 686</b>	<b>27 477</b>	<b>101 327</b>	<b>63 364</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	113 743	113 743							
Valeurs données en pension									
Comptes sur livrets et divers	91 163		83 557	9			11	6 293	1 294
Comptes créditeurs à termes	72 052		17 170	15 376	12 132	5 573	7 707	14 094	
Bons de caisse et bons d'épargne	15 315		8 118	2 383	995	1 399	2 167	254	
Titres de créances négociables	8 784		1 252	5 681	1 851				
Autres sommes dues, dettes rattachées	1 634	1 634							
<b>Total ressources</b>	<b>302 691</b>	<b>115 377</b>	<b>110 097</b>	<b>23 449</b>	<b>14 978</b>	<b>6 972</b>	<b>9 885</b>	<b>20 641</b>	<b>1 294</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-29 125</b>	<b>103 428</b>	<b>23 244</b>	<b>7 664</b>	<b>3 603</b>	<b>-6 714</b>	<b>-17 592</b>	<b>-80 686</b>	<b>-62 070</b>
Cumul		103 428	126 672	134 336	137 939	131 225	113 633	32 947	-29 123
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	21 964								

## 2. Rappel des taux

### 2.1 Taux administrés

#### 2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2000	2001	2002	2003	2004	2005
2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %*

\*JO non encore publié

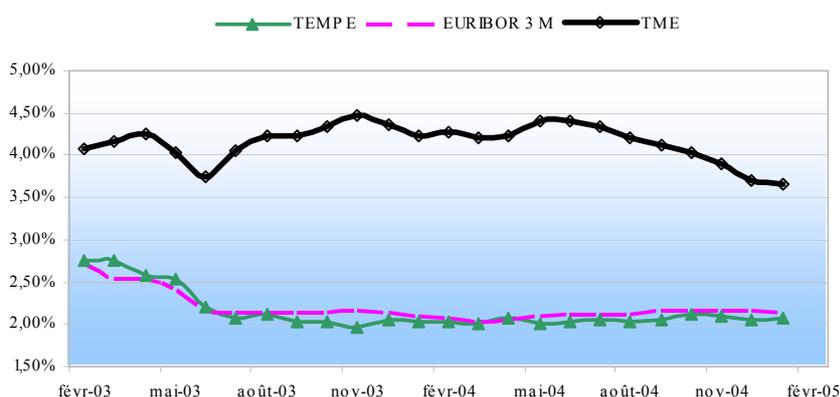
#### 2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	4,75% (depuis le 01/07/03)  6,20 % à 6,65 % (Taux SGFGAS depuis le 01/02/05)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2003	1,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

## 2.2 Taux du marché

### 2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	août-04	sept-04	oct-04	nov-04	déc-04	janv-05
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,0345%	2,0467%	2,1129%	2,0857%	2,0442%	2,0794%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,1150%	2,1500%	2,1530%	2,1710%	2,1550%	2,1420%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,20%	4,13%	4,03%	3,90%	3,70%	3,66%



## 2. Rappel des taux

### 2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Il a baissé de 20 points de base le 1<sup>er</sup> octobre 2004.

#### Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40

### 2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

#### 2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004	4e trim. 2004	1er trim. 2005
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	6,77%	6,83%	6,67%	6,56%	6,63%
- Prêts à taux variable	6,11%	5,99%	5,88%	5,85%	5,84%
- Prêts relais	7,04%	7,07%	6,72%	6,68%	6,56%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,85%	20,96%	20,73%	20,13%	19,45%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	16,52%	16,57%	16,64%	16,21%	16,33%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,60%	9,68%	9,07%	9,12%	8,85%

#### 2.3.2 Crédits aux entreprises

Seuils de l'usure	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004	4e trim. 2004	1er trim. 2005
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%	8,47%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%	6,01%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%	6,65%
- Découverts en compte	11,19%	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%	7,88%

## 2. Rappel des taux

### 2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

#### 2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête, réalisée par l'IEOM, porte sur les déclarations des établissements de crédit sur les octrois de concours accordés aux particuliers pendant les mois de juin et juillet 2004. Les établissements sont les trois banques FBF (Banque de Polynésie, Banque de Tahiti et SOCREDO) ainsi que, pour la première fois, la société financière Général Electric Financement Polynésie (GEFP).

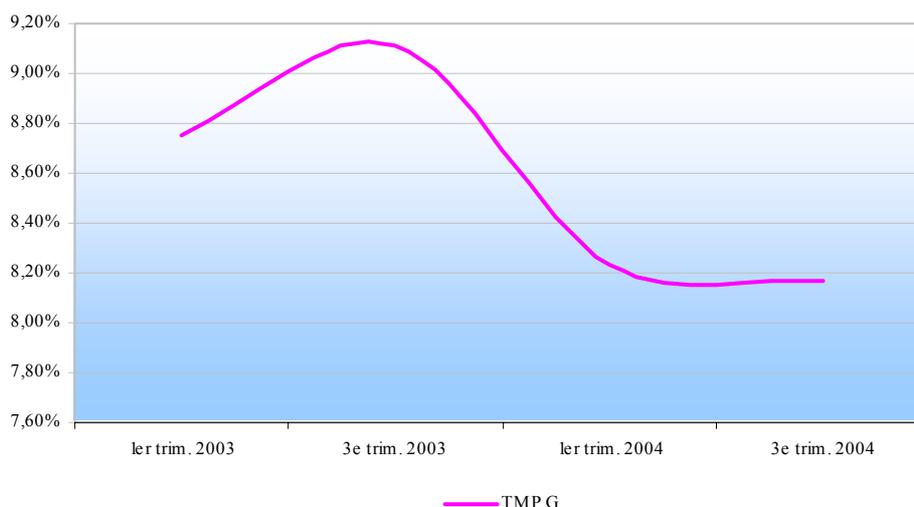
Cette enquête a permis de recenser 5.037 nouveaux prêts totalisant près de 8 milliards de F CFP. En comparaison avec l'enquête réalisée à la même période un an plus tôt, 13 % de déclarations en moins ont été recueillies pour un total supérieur de 6 %<sup>1</sup>.

Les résultats de l'enquête font ressortir une nouvelle baisse du taux moyen pondéré global des établissements de la place, à l'instar de l'évolution des taux des principaux pays de la zone euro sur la même période.

#### Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	1er trim. 2003	3e trim. 2003	1er trim. 2004	3e trim. 2004	Variations annuelles
Prêts immobiliers	7,03%	6,86%	6,28%	6,16%	-70 pb
Prêts immobiliers relais	7,38%	6,73%	5,84%	6,28%	-45 pb
Prêts personnels < 181 920 F CFP	12,31%	13,75%	13,38%	13,23%	-52 pb
Découverts	10,78%	10,47%	10,57%	10,70%	+23 pb
Prêts personnels > 181 920 F CFP	8,85%	9,53%	8,06%	8,55%	-98 pb
<b>TMPG</b>	<b>8,75%</b>	<b>9,11%</b>	<b>8,23%</b>	<b>8,17%</b>	<b>-94pb</b>

#### Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



<sup>1</sup> En juin et juillet 2003 : 5.785 déclarations pour 7,5 milliards de F CFP.

### 2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée pendant les mois de juin et juillet 2004 auprès des trois banques polynésiennes et de GEPF a permis de recenser 765 déclarations d'un montant supérieur à 8,1 milliards de F CFP (831 déclarations délivrées pour 11 milliards de F CFP lors de la même enquête un an plus tôt).

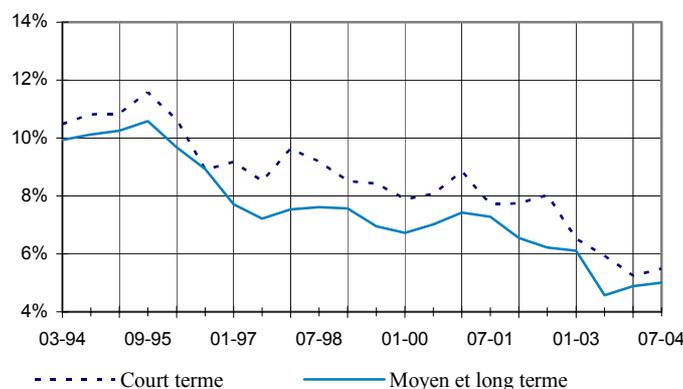
La baisse des taux consentis par les établissements de crédit polynésiens s'est poursuivie pour cette enquête marquée par un taux moyen pondéré global (TMPG) en retrait de 27 points de base en glissement annuel (5,28 % contre 5,55 % auparavant). Néanmoins, par rapport à l'enquête réalisée au début de l'année 2004, le TMPG a augmenté légèrement, de 14 points de base (5,14 % en janvier 2004).

Par type de crédit, ceux à moyen et long terme (38 % des financements) ont affiché un TMP en hausse de 44 points base par rapport à l'enquête réalisée en juin 2003 (5,01 % contre 4,57 %), le taux moyen du découvert s'est lui aussi redressé (5,79 % contre 5,69 % en juin 2003, soit +10 pb), alors que les taux de l'escompte et des autres crédits à court terme se sont sensiblement repliés à respectivement 7,70 % en juin 2004 (-65 pb sur l'année) et 3,59 % (-174 pb).

#### Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	1er trim. 2003	3e trim. 2003	1er trim. 2004	3e trim. 2004	Variations annuelles
Escompte	8,84%	8,35%	7,52%	7,70%	18 pb
Découverts	6,66%	5,69%	5,15%	5,79%	64 pb
Autres crédits à court terme	4,52%	5,33%	4,40%	3,59%	-81 pb
<b>Total court terme</b>	<b>6,51%</b>	<b>5,93%</b>	<b>5,25%</b>	<b>5,50%</b>	<b>25 pb</b>
Moyen et long termes	6,11%	4,57%	4,89%	5,01%	12 pb
<b>Global</b>	<b>6,40%</b>	<b>5,55%</b>	<b>5,14%</b>	<b>5,28%</b>	<b>14 pb</b>

#### Coût du crédit aux entreprises



Source : IEOM



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires** ;
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

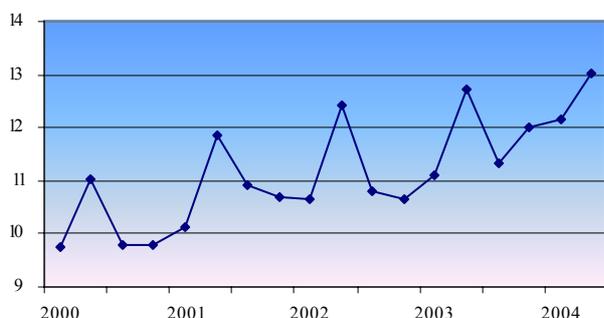
### 3. Autres activités de l'IEOM

#### 3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

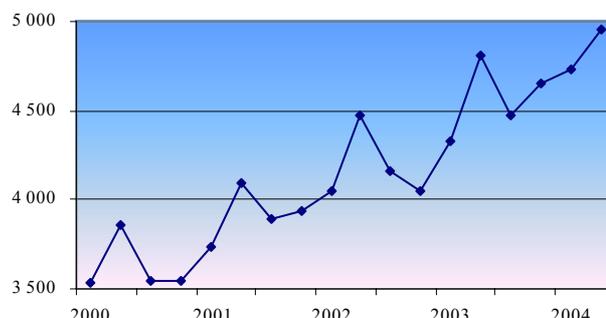
##### 3.1.1 L'émission de billets CFP

Au 31 décembre 2004, l'émission nette de billets F CFP a progressé de 3,1 % en rythme annuel, à 4.954.666 billets. En valeur, elle a connu un taux de croissance de 2,3 % pour atteindre 13 milliards de F CFP. Sur douze mois, les coupures ont enregistré les variations en volume suivantes : +5,1 % pour les 10.000 F CFP, -5,8 % pour les 5.000 F CFP, +5,5 % pour les 1.000 F CFP et +1,9 % pour les 500 F CFP.

**Emissions nettes de billets en valeur**  
(en milliards de F CFP)

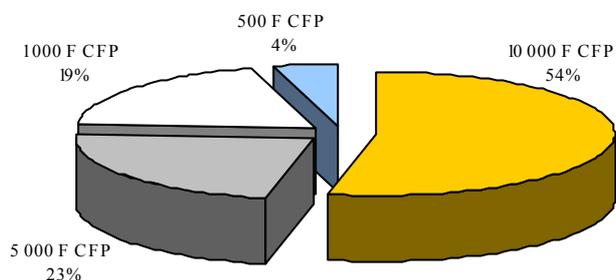


**Emissions nettes de billets en volume**  
(en milliers d'unités)

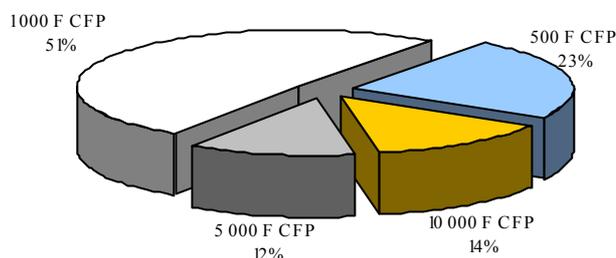


#### Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP à fin décembre 2004

Répartition en valeur



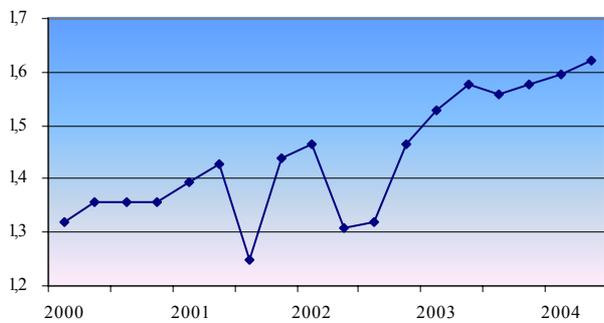
Répartition par quantités



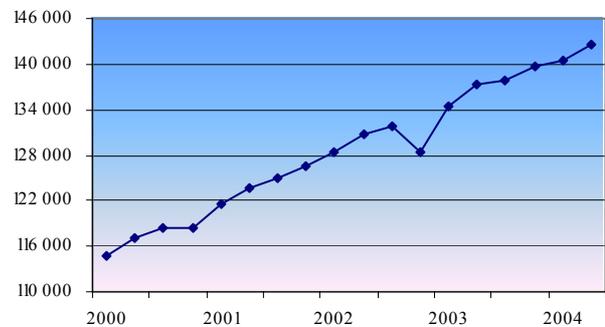
#### 3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces s'est inscrite en hausse de 4 % par rapport à décembre 2003, soit 142,6 millions de pièces pour un montant de 1,6 milliard de F CFP (+3 % sur un an). L'évolution numéraire annuelle par pièce est la suivante : +3,1 % pour les 100 F CFP, +1,7 % pour les 50 F CFP, +1,5 % pour les 20 F CFP, +3,7 % pour les 10 F CFP, +4,5 % pour les 5 F CFP, +5,3 % pour les 2 F CFP et +3,8 % pour les 1 F CFP.

**Emissions nettes de pièces en valeur**  
(en milliards de F CFP)

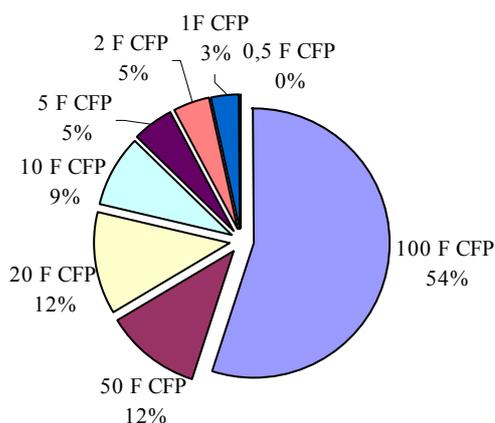


**Emissions nettes de pièces en volume**  
(en milliers d'unités)

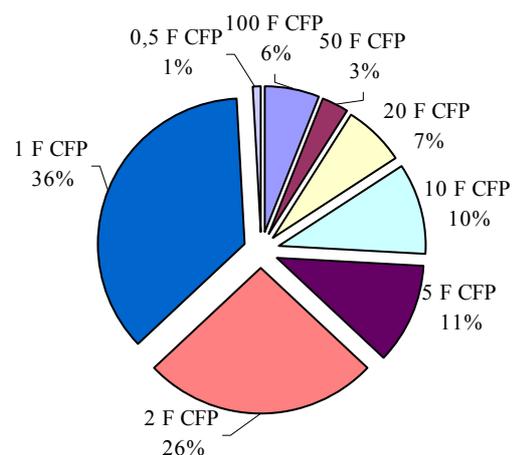


#### Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP à fin décembre 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantités

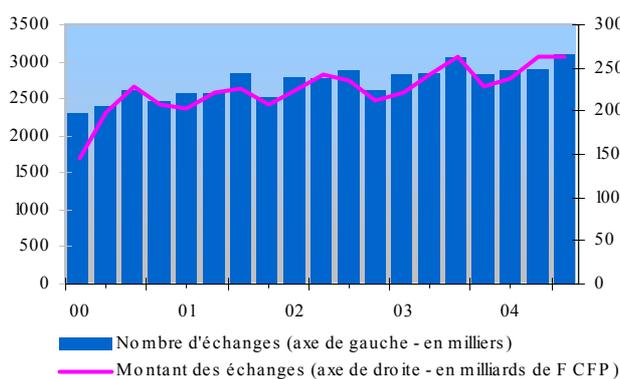


### 3. Autres activités de l'IEOM

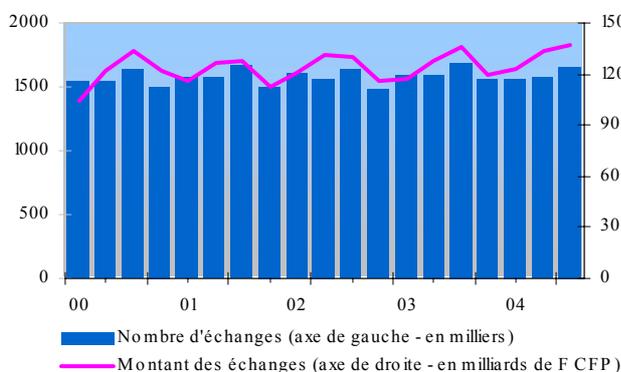
#### 3.2 Les systèmes d'échanges

La chambre de compensation de Papeete a connu une croissance de son activité en 2004 : les volumes compensés sont passés de 11,4 millions à 11,7 millions d'opérations en un an (+2,9 %) tandis que les valeurs échangées se sont élevées à 991,3 milliards de F CFP contre 940,9 milliards un an plus tôt (+5,4 %).

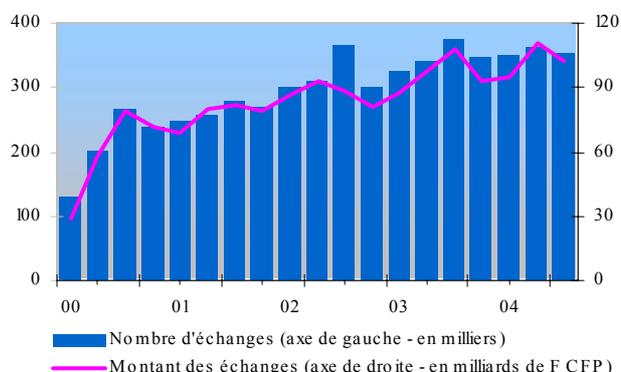
##### Compensation des échanges de valeurs



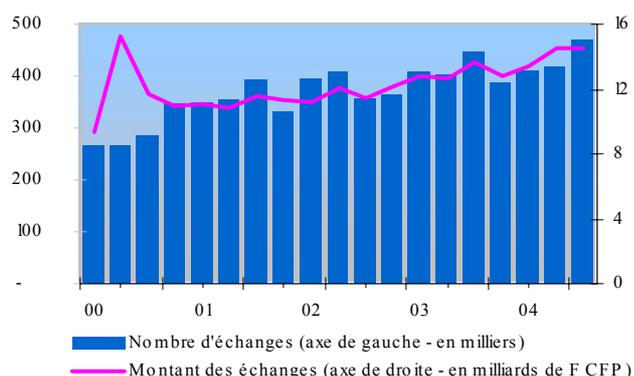
##### Compensation des chèques



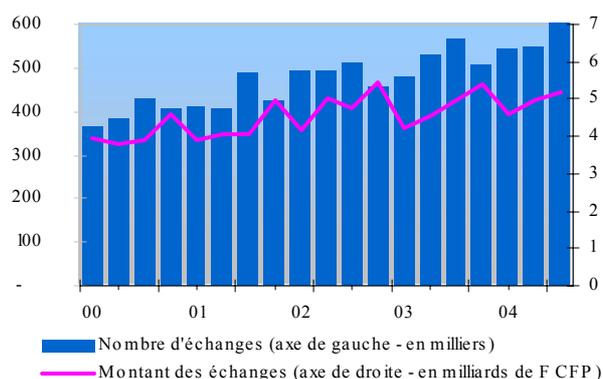
##### Compensation des virements



##### Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



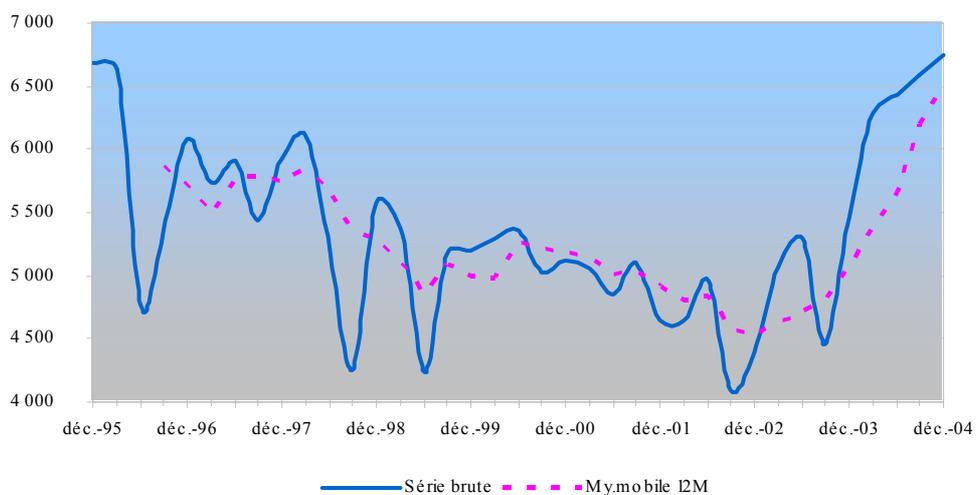
##### Compensation des opérations monétiques



#### 3.3 Le refinancement

Au 31 décembre 2004, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM a atteint 6,8 milliards de F CFP, en hausse de 2,4 % sur le trimestre et de 23,6 % en glissement annuel. Sur l'année, les progressions conjuguées des mobilisations à court terme (+13,5 %) et des engagements à moyen terme (+28,8 %) ont contribué à cette croissance prononcée.

*Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)*



**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
**BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE  
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 3 mars 2005  
Dépôt légal : 3 mars 2005- N° ISSN 0296-3116